

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 37 SEPTEMBRE 2021
Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération
www.un-seul-monde.ch

VIVRE AVEC LA CRISE CLIMATIQUE

Entre sécheresse et inondations

CAMBODGE

Une dépendance compliquée

MÉDICAMENTS

Des autorisations plus rapides



DOSSIER

RÉSILIENCE CLIMATIQUE



8

Entre sécheresse et inondations : vivre avec la crise climatique

L'augmentation des chocs climatiques menace la vie de millions de personnes dans les pays du Sud.

13

« Le soutien aux plus vulnérables est largement insuffisant »

Entretien avec Maarten van Aalst, directeur du Centre climatique de la Croix-Rouge.

16

Pulpe de cacao et photovoltaïque

Une start-up suisse génère des revenus supplémentaires à partir des déchets issus des cultures de cacao au Ghana.

18

Une culture du café respectueuse du climat

Un projet multilatéral aide les familles paysannes à générer de nouveaux revenus pour qu'elles ne soient plus réduites à déboiser la forêt.

19

Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

CAMBODGE



20

Une dépendance compliquée

Le Cambodge subit une forte influence de la Chine et devient de plus en plus autocratique.

24

Sur le terrain avec...

Va Ros, responsable du programme Formation professionnelle à Phnom Penh.

25

Une véritable héroïne

La réalisatrice Ines Sothea raconte une histoire dénichée au coin de la rue.

DDC



26

Des autorisations concertées et plus rapides

Swissmedic et la DDC collaborent avec l'OMS et des partenaires africains pour accélérer l'accès à des médicaments de qualité.

30

Covid-19 : le rôle stratégique du chlore actif

Au Burkina Faso, des centres de santé produisent du désinfectant grâce à des appareils suisses.

32

La vie après les mines

Avec le soutien de la Suisse, des milliers de mines antipersonnel ont été désamorçées en Croatie.

FORUM



34

Babel à l'infini

Trop souvent, la communication dans la coopération internationale échoue, faute de bonnes traductions.

37

Une longue attente

Carte blanche : la Cambodgienne Bopha Phorn relate la situation des droits humains dans son pays.

CULTURE



38

Quand le langage du corps rapproche les peuples

Un festival de danse contemporaine au Rwanda favorise le dialogue, les échanges culturels et la tolérance dans une région émaillée de conflits.

3 Éditorial

4 Périscope

29 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Vito Robbiani

43 Impressum

CLIMAT : IL EST URGENT D'AGIR



Avant même que le port du masque ne devienne une norme mondiale pour se protéger du Covid-19, cette pratique faisait déjà partie de mon quotidien à New Delhi en raison de la pollution atmosphérique. J'ai pris conscience de la pandémie en voyant les images de millions de personnes qui, juste avant le début du confinement, fuyaient les villes vers la campagne. La vulnérabilité des populations rurales s'est renforcée alors qu'elles subissaient déjà une série de cyclones et de graves inondations. Des catastrophes qui ont affecté 20 millions de personnes et causé des pertes d'environ 20 milliards de dollars l'an passé.

Alors que les décideurs et stratèges indiens luttent pour sauver des vies et relancer une économie durement frappée par le Covid-19, des voix toujours plus nombreuses s'élèvent pour ne pas oublier un défi aux répercussions encore plus graves et de plus longue durée: le réchauffement climatique. Dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, presque tous les pays du monde se sont engagés à limiter le réchauffement planétaire à moins de +2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Mais, en l'absence d'actions concertées à large échelle, il n'est pas possible de ralentir le phénomène.

Couplé à l'accroissement de la population, ce « multiplicateur de menaces » laisse chaque année une plus grande empreinte en Inde, classée en cinquième position des pays les plus vulnérables aux effets du réchauffement climatique. La multiplication des canicules et des épisodes de sécheresse, l'accroissement du nombre et de l'intensité des tempêtes cycloniques, les crues soudaines et les problèmes de l'eau en zone urbaine feront basculer 45 millions d'Indiens dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030, selon les experts. La

situation s'avère particulièrement sombre dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces derniers ne disposent que de ressources limitées pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique, comme le souligne Maarten van Aalst, directeur du Centre climatique de la Croix-Rouge, dans un entretien accordé à *Un seul monde* (page 13).

Alors que le réchauffement planétaire dépasse déjà 1 °C par rapport aux niveaux préindustriels, il importe de prévenir ses pires effets, mais aussi de développer l'adaptation et la résilience des populations face aux futures menaces. Cela passe par le renforcement des capacités des gouvernements et des entreprises à anticiper et à répondre aux différents risques climatiques, y compris les catastrophes. L'objectif est d'absorber les inévitables chocs, tout en améliorant la durabilité des écosystèmes.

L'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques comptent parmi les priorités de la Suisse en matière de coopération internationale. La Suisse partage ses connaissances scientifiques et techniques ainsi que ses innovations pour renforcer la résilience des plus vulnérables face aux risques climatiques. En Inde, la DDC collabore avec le gouvernement pour développer des plans d'action dans l'Himalaya et les villes à forte croissance.

Ce numéro d'*Un seul monde* présente des interventions suisses qui transcendent à la fois la dichotomie urgence-développement et les « silos » sectoriels pour soutenir les populations fragiles dans l'adaptation aux nouvelles réalités climatiques, tout en limitant l'empreinte écologique des programmes. Le Somali Resilience Program (page 8), à la croisée entre aide humanitaire et résilience climatique, ainsi que le projet de la start-up helvétique Koa (page 16), qui offre de nouvelles sources de revenus à la population locale en recyclant les déchets de fruits de cacao, donneront à toutes et à tous matière à réflexion sur la manière dont nous pouvons bâtir un monde plus résilient.

Divya Sharma

Conseillère spécialisée pour les questions climatiques et environnementales au Bureau de coopération à New Delhi



© Francis Solar

DE L'EAU CHAUDE GRÂCE AU COVID-19

(cz) En Eswatini (l'ancien Swaziland), avant la pandémie de Covid-19, aucune des cliniques étatiques ne disposait d'eau chaude courante pour ses patients. Le souci d'endiguer l'épidémie et d'améliorer les conditions d'hygiène a changé la donne. Un projet sanitaire basé sur l'énergie solaire a permis en neuf mois d'approvisionner les 92 cliniques du pays en eau chaude. «Un objectif dont on n'aurait même pas osé rêver pour certaines d'entre elles», commente Lizzie Nkosi, ministre de la Santé. Des réservoirs installés devant les bâtiments et reliés aux conduites assurent la distribution d'eau chaude grâce à l'énergie solaire. Un système qui fonctionne sans électricité ni pièces mobiles: une maintenance ne devrait donc pas être nécessaire avant vingt ans. Quelque 10 000 personnes bénéficient chaque jour de cette innovation.

MASQUES INNOVANTS

(sch) Depuis longtemps déjà, faute de tissu, l'Ougandaise Juliet Namujju, passionnée de mode, réutilise des déchets pour fabriquer de nouveaux vêtements. Elle a fondé et dirige l'entreprise sociale Kimuli Fashionability, qui recycle des matières plastiques usagées pour en faire des habits et des accessoires de mode. Récoltées dans une décharge de Kampala, les matières premières sont lavées, coupées et transformées en vestes, portefeuilles ou chapeaux. Cette jeune entreprise a acquis une certaine notoriété



© Kimuli Fashionability

l'an dernier grâce à un design de masques réutilisables et lavables. Certains même avec fenêtre transparente: les personnes malentendantes peuvent ainsi continuer à lire sur les lèvres et à participer aux conversations malgré la pandémie. Depuis, la société a vendu plus de 2000 masques et en a distribué plus de 500 à des personnes malentendantes, à des vendeuses sur les marchés et à des soignants de Kampala. Au printemps 2021, l'engagement de Kimuli Fashionability lui a valu un prix d'innovation Covid-19 décerné par l'ONG Save the Children. www.instagram.com/kimulifashionability

ÉCOLE SORTIE D'UNE IMPRIMANTE 3D

(cz) C'est à Madagascar que la première école produite via une imprimante 3D devrait voir le jour. Conçu par l'ONG Thinking Huts, le bâtiment peut être érigé en une semaine, avec des coûts bien moindres que pour une école traditionnelle. Composé de béton et de matériaux locaux, il accueillera jusqu'à 20 personnes. Si ce projet pilote fait ses preuves dans la ville de Fianarantsoa, l'organisation prévoit d'autres écoles sur l'ensemble du territoire. Selon Thinking Huts, plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés à Madagascar. En cause: le manque de ressources ou des distances trop grandes. www.thinkinghuts.org

DIX MILLIARDS D'ARBRES

(cz) Pour réduire ses émissions de carbone et lutter contre la pollution et l'érosion des sols, l'Arabie saoudite envisage de planter dix milliards d'arbres au cours des prochaines décennies. La monarchie répressive mise également sur la coopération avec d'autres États arabes pour planter 40 milliards d'arbres supplémentaires. C'est le plus vaste programme de reboisement du monde, selon le prince héritier Mohammed ben Salmane. L'opération fait partie d'une campagne saoudienne destinée à porter à 50% la part de sources renouvelables dans l'approvisionnement énergétique d'ici à 2030. Il n'est pas précisé comment cet ambitieux projet pourra être mis en œuvre dans un pays dont les ressources en eau sont restreintes.

LA PANDÉMIE DE COVID-19, UN FREIN À LA PARITÉ

(zs) La crise sanitaire a retardé les progrès vers l'égalité hommes-femmes de plus d'une génération, selon l'étude annuelle du Forum économique mondial sur le sujet. Trente-six années supplémentaires seront nécessaires pour combler les écarts sur les plans politique et économique ainsi que dans les domaines de la santé et de l'éducation. Aussi faudra-t-il compter encore 135,6 ans avant de parvenir

à la parité à l'échelle mondiale. La pandémie a augmenté la double charge des femmes entre le travail et les responsabilités de la maison (tâches ménagères et garde des enfants notamment). Par ailleurs, le rythme des embauches a ralenti, diminuant leurs chances d'être engagées à des postes dirigeants. Le fossé s'est aussi creusé en politique. Si une embellie a été observée dans plus de la moitié des 156 pays passés sous revue, les femmes n'occupent que 26,1% des sièges parlementaires et 22,6% des postes ministériels au niveau mondial. Pour la douzième année consécutive, l'Islande demeure le pays le plus égalitaire du monde, suivi par la Finlande et la Norvège. La Suisse occupe la dixième place. L'Afghanistan ferme la marche. www.weforum.org

STRESS HYDRIQUE: LES ENFANTS EN SONT LES PREMIÈRES VICTIMES

(zs) Un enfant sur cinq à travers le monde manque d'eau, déplore l'Unicef. Plus de 1,42 milliard de personnes, parmi lesquelles 450 millions d'enfants, vivent dans des zones où le stress hydrique est élevé ou extrêmement élevé. Cette analyse s'inscrit dans le cadre de l'initiative «Water Security for All» («Sécu-

COUP DE CRAYON de Marco de Angelis (Italie)



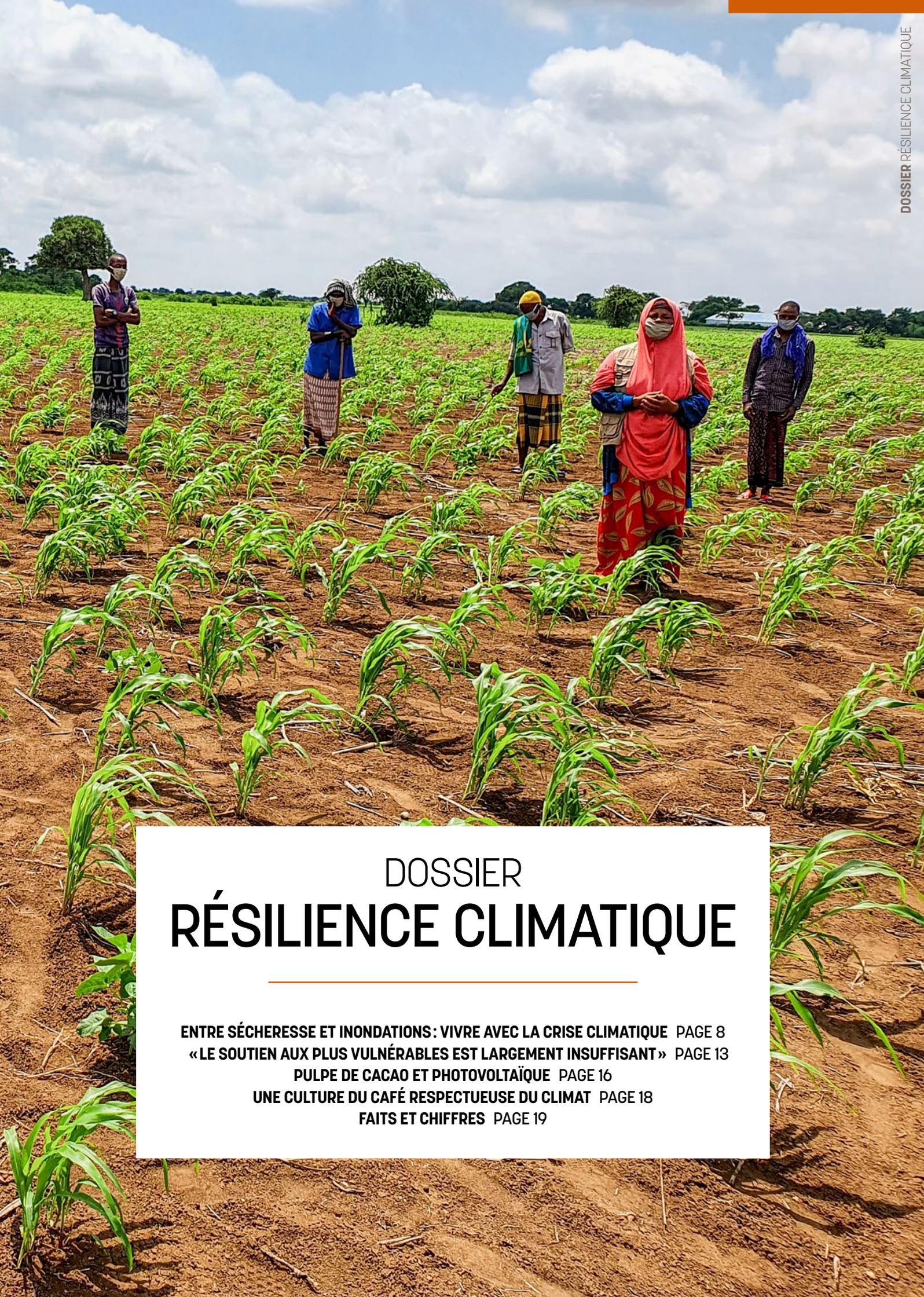
© Meredith Kohu/ANT/Redux/laif

rité hydrique pour tous»), qui vise à mobiliser des ressources internationales en faveur des enfants vivant dans des régions vulnérables. Elle répertorie les zones où la pénurie d'eau se double de services insuffisants. C'est en Afrique de l'Est et australe que la situation est la plus critique: dans ces régions, plus de la moitié (58%) des enfants n'ont pas suffisamment accès à l'eau au quotidien. Suivent l'Afrique de l'Ouest et centrale (31%), l'Asie du Sud et le Moyen-Orient (23%). Trente-sept pays, parmi lesquels l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, le Pakistan ou encore le Yémen, rencontrent des problèmes graves. «La crise mondiale de l'eau est déjà là et les changements climatiques ne feront que l'aggraver, souligne la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore. Les enfants en sont les premières victimes.» www.unicef.org



Vue les conditions difficiles en Somalie, les agricultrices et les agriculteurs reçoivent une formation avancée sur les techniques culturales dans le cadre du projet Somrep.

© CGIAR



DOSSIER RÉSILIENCE CLIMATIQUE

ENTRE SÉCHERESSE ET INONDATIONS : VIVRE AVEC LA CRISE CLIMATIQUE PAGE 8

« LE SOUTIEN AUX PLUS VULNÉRABLES EST LARGEMENT INSUFFISANT » PAGE 13

PULPE DE CACAO ET PHOTOVOLTAÏQUE PAGE 16

UNE CULTURE DU CAFÉ RESPECTUEUSE DU CLIMAT PAGE 18

FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

ENTRE SÉCHERESSE ET INONDATIONS: VIVRE AVEC LA CRISE CLIMATIQUE

Dans les pays du Sud, les chocs climatiques multiples menacent la vie de millions de personnes. Alors qu'elles ont le moins contribué au réchauffement de la planète, elles sont déjà celles qui en souffrent le plus. En Somalie, aide humanitaire et coopération au développement s'allient pour soutenir les plus vulnérables dans leur adaptation à la nouvelle réalité climatique.

Texte : Samuel Schlaefli

Kevin Mackey travaille en Somalie depuis treize ans. Coordinateur de programme au sein de l'ONG internationale World Vision à Mogadiscio, il se déplace souvent en véhicule blindé, accompagné de six gardes du corps. Les attentats à la bombe contre les hôtels et les centres de conférence ne sont pas rares dans la capitale somalienne. Kevin Mackey n'est pas soucieux de nature. Le fait que le pays soit à nouveau sans gouvernement officiel depuis février ne l'inquiète pas particulièrement. Le président Mohamed Abdullahi Mohamed, surnommé Farmajo, a refusé de quitter ses fonctions, après avoir négligé la tenue des élections.

Devant une carte de la Somalie, Kevin Mackey se montre en revanche plus tourmenté. La carte détaille le niveau

Gestion prudente et efficace d'une ressource précieuse: les canaux et les rigoles permettent une meilleure utilisation de l'eau.

© Coopi



de sécurité alimentaire par région. La couleur orange couvre la plupart des régions: elle correspond au niveau 3 de l'échelle, qui signifie «crise». Le niveau maximal 5 signale une famine. «Nous allons au-devant d'une phase dévastatrice si nous n'augmentons pas l'aide humanitaire rapidement», dit-il avec inquiétude.

Trente catastrophes en trente ans

La crise politique perdure depuis trente ans en Somalie. Après la chute du dictateur Siad Barré en 1991, le pays a sombré dans une guerre civile sanglante. Les conflits politiques internes ainsi que la lutte entre le gouvernement central et la milice islamiste al-Shabaab, qui contrôle une grande partie du sud, se

poursuivent. En 2020, la pandémie de Covid-19 a durement frappé cet État isolé de la Corne de l'Afrique, en particulier sur le plan économique.

Les conditions météorologiques et le climat constituent d'autres facteurs de stress importants pour les plus de 15 millions de Somaliens. Depuis 1990, le pays a connu plus de 30 catastrophes liées au climat, dont 12 sécheresses et 19 inondations d'intensité variable. Soit trois fois plus que pendant la période allant de 1970 à 1990. En avril dernier, au moment où Kevin Mackey se penche sur la carte, une nouvelle sécheresse s'annonce. Il n'a pas assez plu entre octobre et décembre et les prévisions pour la deuxième saison des pluies entre avril et juin sont sombres.

Kevin Mackey connaît la souffrance humaine causée par la guerre, l'absence de gouvernement et les chocs climatiques: «En 2008, lorsque je suis arrivé en Somalie, la situation était déjà terrible. Mais elle a empiré avec la sécheresse et la famine de 2011.» La malnutrition tue alors 260 000 personnes, la moitié d'entre elles sont des enfants de moins de cinq ans. L'aide humanitaire internationale est tardive et n'atteint quasiment pas les populations rurales les plus vulnérables, en raison des combats qui font rage. Diverses ONG ont ainsi lancé un projet à long terme associant aide humanitaire et coopération au développement. L'objectif du Somali Resilience Program (Somrep) est de renforcer la résilience des populations rurales face aux chocs climatiques. «Si un paysan désespéré vend sa pioche et sa houe pour partir en ville, il sera très



RÉSISTANCE ACCRUE AUX CHOCS

Après la famine de 2011, les ONG actives en Somalie ont lancé un vaste programme de résilience axée sur la durée (Somrep), associant aide humanitaire et coopération au développement. Somrep est actuellement financé par l'Union européenne, l'Allemagne, la Suède, les États-Unis, l'Australie et la Suisse. La contribution helvétique s'élève à quelque 15 % du montant total de 102 millions de dollars pour la période 2020 à 2023. Le programme renforce les capacités des personnes à trois niveaux, explique Dorothee Lötscher, chargée de programme pour la Corne de l'Afrique à la DDC: «Les populations peuvent mieux absorber les chocs, s'y adapter plus facilement et renforcer leur résilience à long terme grâce au changement social.» Les autorités locales et la diaspora participent au programme. www.somrep.org



Cette association locale d'épargne et de crédit collecte régulièrement de l'argent, puis le distribue aux femmes pour qu'elles puissent ouvrir un petit commerce.

© Coopi

difficile et coûteux de le ramener à la campagne», explique Kevin Mackey, qui supervise le programme sur le terrain.

INNOVATIONS MONDIALES EN RÉSEAU

Le Somali Response Innovation Lab (Somril) fait partie d'un réseau mondial de centres d'innovation qui soutiennent l'aide humanitaire et la coopération au développement par la recherche, des idées et des contacts. Composante du Somrep, le Somril appuie les ONG par des activités de recherche et de développement. Dès le début, il a joué un rôle clé dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Avant même le premier cas de coronavirus dans le pays, l'équipe a traduit les instructions de l'OMS dans les langues locales pour les diffuser largement via les réseaux sociaux, en collaboration avec des partenaires de recherche internationaux et le ministère de la Santé. Somril a aussi réalisé 19 vidéos avec des marionnettes pour expliquer de manière ludique aux enfants et aux adultes comment se protéger du coronavirus.

responseinnovationlab.com

Le système d'alerte précoce est un élément important de Somrep. Les données météorologiques et climatiques recueillies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sont intégrées dans un système national d'alerte précoce qui prédit les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur. «Mais les personnes qui cultivent la terre dans les régions doivent être en mesure d'utiliser ces données», explique Kevin Mackey. Une centaine de comités d'alerte précoce ont donc été mis sur pied à travers le pays. Leurs membres ont appris à interpréter les données climatiques et météorologiques des autorités régionales et à élaborer des stratégies d'adaptation.

Les familles paysannes connaissent parfaitement le temps et le climat de leur région. Leurs connaissances sont également intégrées dans les scénarios d'urgence. «Aujourd'hui, les populations villageoises réagissent plus rapide-

ment et plus efficacement à l'approche d'une tempête ou d'une sécheresse», relève Kevin Mackey. Ils dégagent les canaux d'eaux usées avant les fortes pluies ou creusent des caniveaux facilitant l'écoulement par exemple.

Érosion des sols

Selon les dernières données disponibles pour la Somalie datant de 2013, les températures moyennes ont déjà augmenté de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. En l'absence de mesures fortes au niveau mondial, la hausse pourrait atteindre 4,3 °C d'ici à la fin du siècle. Les effets du réchauffement sont déjà perceptibles: quand il ne pleut pas, le sol est calciné par la sécheresse. Ces périodes sont souvent suivies de pluies courtes mais violentes, qui provoquent des

inondations sur des sols trop secs pour absorber l'eau.

Par ailleurs, certaines pratiques de la population aggravent la crise climatique, notamment la production de charbon de bois, qui a entraîné le défrichement de vastes zones de forêts. Le charbon est destiné à la cuisson domestique ou à l'exportation lucrative vers le Kenya. Sans couverture végétale, les sols s'érodent et deviennent infertiles. Plus de 70% de la population somalienne vit de l'agriculture ou pratique un mode de vie nomade ou semi-nomade. Ces dernières années, des millions de personnes ont perdu les terres ou les troupeaux qui étaient leurs moyens de subsistance. Lors de la sécheresse de 2016/17, les zones gravement touchées ont vu périr jusqu'à 60% du bétail. L'exode rural se renforce. Certains ne voient d'autre issue que de rejoindre le mouvement Al-Shabaab. Le déplacement interne concerne près de trois millions de personnes. Dans les camps improvisés à la périphérie des villes, la milice islamiste recrute régulièrement.

Un élément essentiel du programme Somrep est de favoriser la résilience face aux conditions météorologiques imprévisibles. Depuis 2013, 165 écoles d'élevage de bétail et plus de 600 écoles d'agriculture ont été créées sur le terrain. L'enseignement couvre divers domaines: la santé des animaux et la prévision de réserves de fourrage, la fertilisation des sols pour augmenter les rendements, la sélection de variétés de maïs, de sorgho ou de haricot nécessitant peu d'eau ou encore l'utilisation de différentes

semences pour réduire les risques de pertes. À cela s'ajoute la connaissance des mécanismes du marché pour obtenir de meilleurs prix.

Ces écoles de terrain sont aussi des centres de vaccination pour les chèvres, les chameaux et les moutons. Le but est de garantir la santé des troupeaux. Près de 1400 vétérinaires ont reçu une formation. L'élevage étant un pilier de l'économie somalienne, Kevin Mackey et son équipe élaborent actuellement une assurance basée sur un indice pour le bétail. Celle-ci sera indexée sur les prévisions climatiques et météorologiques. En cas de crise imminente, les fonds pourront être versés rapidement, permettant aux personnes touchées de se procurer des médicaments, du fourrage ou de l'eau pour leur bétail.

Pour financer ce mécanisme, Kevin Mackey compte sur les bailleurs de fonds internationaux, le gouvernement et des particuliers. Il est persuadé de l'intérêt d'une telle assurance pour toutes les parties impliquées. Après un choc climatique, les éleveurs qui ont perdu des animaux bénéficient souvent de l'aide humanitaire sous forme de programmes dits «argent contre travail». Ils réhabilitent des terres agricoles ou construisent des infrastructures d'eau potable. Leur salaire leur permet alors d'acquérir de nouvelles bêtes.

«Cela nous coûte 84 dollars par personne et par mois, précise Kevin Mackey. L'assurance pour le bétail ne s'élèverait, elle, qu'à 22 dollars par an, selon l'expérience menée par d'autres pays. Elle serait donc très économique.» Grâce au



La déforestation à grande échelle pour la production de charbon érode le sol en Somalie et accélère le réchauffement climatique (ci-dessus). Des éleveurs de bétail pendant une session de formation: plus de 70% de la population somalienne dépend de l'agriculture pour sa survie (à gauche).

© Christoph Goedan/laif
© Somrep



Une agricultrice montre fièrement ses citrons : la diversification des cultures augmente la résilience face à la nouvelle réalité climatique.

© Somrep

soutien financier de la Suisse, un bureau a déjà été créé au sein du ministère de l'Élevage pour faire avancer le projet. World Vision collabore également avec le Somali Response Innovation Lab (voir encadré) pour associer le secteur privé à la démarche et développer des prototypes.

Mais comment les agriculteurs et les populations semi-nomades des régions reculées de Somaliland ou de Puntland pourront-ils souscrire à une telle assurance et toucher les indemnités à temps avant une sécheresse ? « Grâce au smartphone, répond Kevin Mackey. En Somalie, presque tout le monde possède un téléphone portable et l'emploi déjà pour ses paiements. »

Résilience économique et sociale

Le programme Somrep a aussi permis la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit. Les membres peuvent contracter des prêts, par exemple pour ouvrir un petit commerce ou acquérir des bêtes. Cette offre s'adresse en particulier aux femmes et aux jeunes, dont plus de 60% sont aujourd'hui au chômage. Ces associations, au nombre de 240 à ce jour, sont également des lieux de rencontre permettant de constituer des réseaux. Les femmes s'organisent elles-mêmes, elles gagnent en autonomie économique et en assu-

rance, ce qui favorise leur engagement dans d'autres groupes d'intérêt. « Sur le fond, je suis très optimiste quant au développement futur de la Somalie », déclare Kevin Mackey. De nombreux progrès ont été réalisés ces dernières années, avec, à la clé, une meilleure capacité à réagir aux chocs climatiques.

Mais l'avenir proche est inquiétant. Si le programme Somrep prévoit une aide humanitaire en cas de crises mineures, la sécheresse actuelle et la famine imminente dépassent les moyens disponibles. Fin avril, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires annonçait que seuls 15% de l'aide humanitaire nécessaire en Somalie (sur un total de 1,09 milliard de dollars) avaient été mis à disposition par les bailleurs de fonds internationaux. Les rations alimentaires destinées à 400 000 personnes ont déjà dû être réduites de moitié. Un million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë ou sévère et 50 000 d'entre eux pourraient mourir bientôt, en l'absence d'une aide rapide. « Si la communauté internationale n'intervient pas, nous perdrons une grande partie de la résilience que nous avons construite ces dernières années », souligne Kevin Mackey. ■

IC FORUM SWITZERLAND 2022 : COOPÉRATION INTERNATIONALE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Du 31 mars au 1^{er} avril 2022, la DDC organisera à Genève la première édition du International Cooperation Forum Switzerland. Y seront notamment abordées les questions de l'impact du réchauffement planétaire sur l'Agenda 2030 de l'ONU, du rôle la CI dans le changement systématique qui sera nécessaire pour freiner le réchauffement de la planète ou de savoir comment concilier développement et protection du climat.

Plus d'informations sur l'IC Forum Switzerland 2022 dans le prochain numéro d'Un seul monde.

LE PRIX SUISSE JEUNESSE ET FUTUR « TOGETHER WE'RE BETTER 2022 »

La jeunesse sera également activement impliquée dans cet IC Forum Switzerland : il s'agira de mettre en avant leurs connaissances et leur engagement en faveur d'une coopération internationale durable. La DDC et le SECO recherchent ainsi des initiatives, idées et projets innovants portés par des jeunes moins de 35 ans de Suisse, qui contribuent au développement durable et à la lutte contre la pauvreté dans un pays partenaire de la coopération internationale de la Suisse. Le délai de candidature est fixé au 30 novembre 2021. La remise des prix aura lieu à l'occasion du IC Forum Switzerland. www.togetherwerebetter.ch

« LE SOUTIEN AUX PLUS VULNÉRABLES EST LARGEMENT INSUFFISANT »

Pour être efficace, l'aide humanitaire doit être déployée avant même la survenue d'une catastrophe, déclare Maarten van Aalst, directeur du Centre climatique de la Croix-Rouge. Des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes de financement sont essentiels pour renforcer la résilience des personnes défavorisées face aux chocs climatiques.

Entretien : Samuel Schlaefli



© Centre climatique de la Croix-Rouge

MAARTEN VAN AALST est le directeur du Centre climatique qui conseille la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge en matière de gestion des risques et de crise climatique. Professeur en climatologie et résilience aux catastrophes à l'Université de Twente (Pays-Bas), il est également l'un des auteurs coordonnateurs principaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Tous les cinq à sept ans, le GIEC publie un rapport réunissant les dernières preuves scientifiques du réchauffement planétaire. Après des études de physique atmosphérique, Maarten van Aalst a travaillé pour la Banque mondiale et des banques régionales de développement ainsi que pour l'OCDE et plusieurs pays.
www.climatecentre.org

Monsieur van Aalst, en tant que climatologue, vous travaillez sur les risques et les dégâts du réchauffement climatique. Dans quelle mesure les catastrophes liées aux conditions atmosphériques et au climat ont-elles augmenté ces dernières années ?

Selon le « Rapport sur les catastrophes dans le monde 2020 » de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, elles s'intensifient et ce plus rapidement que les éruptions volcaniques ou les tremblements de terre. Environ 97% des quelque 100 millions de personnes touchées par une catastrophe en 2019 ont souffert de sécheresses, d'inondations, de feux de forêt, de vagues de chaleur, de tempêtes, de glissements de terrain ou d'épidémies à la suite d'un événement météorologique ou climatique. Nos

études cernent de mieux en mieux les corrélations directes entre le réchauffement climatique et les catastrophes.

Lors de la création du Centre climatique il y a vingt ans, le réchauffement de la planète n'était guère pris en compte dans l'aide humanitaire et la coopération au développement. Comment les choses ont-elles évolué au fil des ans ?

À l'époque, il était surtout question de phénomènes planétaires comme l'augmentation de la température moyenne ou la montée du niveau de la mer. On s'attendait à une croissance graduelle des risques climatiques, auxquels on pourrait progressivement s'adapter, par exemple en construisant des digues plus élevées aux Pays-Bas, mon pays d'origine. Mais nous avons dû apprendre que la question se posait de manière complètement différente dans des régions comme le Bangladesh, où il n'y avait pas de digues à rehausser. Il a fallu repenser les problèmes, investir dans des systèmes d'alerte précoce et renforcer les connaissances des populations locales. Aujourd'hui, nous pouvons souvent prévoir les ouragans plusieurs jours à l'avance. Au Bangladesh, cela a permis de sauver des millions de vies.

Avez-vous eu des difficultés à convaincre la communauté internationale et les gouvernements d'investir dans les systèmes d'alerte précoce et la résilience des populations locales ?

Oui, car l'aide humanitaire a longtemps fonctionné sur le modèle des dons : les fonds n'étaient versés qu'après une ca-

LA JUSTICE CLIMATIQUE ET LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Sur les dix pays les plus gravement touchés par les événements climatiques extrêmes en 2019, huit sont des États à revenu faible ou intermédiaire, selon l'indice mondial des risques climatiques de l'ONG Germanwatch. La moitié font partie des pays les moins développés, qui ont très peu contribué au réchauffement climatique. À partir de 2020, les États industrialisés se sont engagés à investir 100 milliards de dollars par an dans le Fonds vert pour le climat pour favoriser l'atténuation (réduction des gaz à effet de serre) et l'adaptation (protection contre les effets du réchauffement climatique) dans les pays en développement. Or, le Programme des Nations unies pour l'environnement estime à 70 milliards de dollars les besoins annuels en matière d'adaptation dans les seuls pays en développement. Un montant qui pourrait atteindre 140 à 300 milliards d'ici à 2030. En 2020, 49 pays ont versé 10,3 milliards de dollars au Fonds vert pour le climat (dont 100 millions de dollars par la Suisse). Cela correspond à environ 10 % de la somme initialement prévue.

tastrophe. En 2015, nous avons enfin convaincu nos partenaires d'activer les fonds d'aide avant la survenue d'un événement, grâce à un mécanisme nommé « Forecast-based Financing » (financement basé sur les prévisions).

Pouvez-vous citer un exemple concret ?

Imaginez que vous êtes spécialiste en gestion des catastrophes pour la Croix-Rouge en Ouganda, où nous avons pour la première fois testé un tel outil. Vous recevez une alerte concernant une inondation majeure et savez que ce genre de phénomène a provoqué des épidémies de choléra par le passé. Vous voulez donc prendre des mesures de protection, mais ne pouvez rien entreprendre faute de moyens financiers dédiés. Si vous utilisez d'autres sources de financement et que l'inondation ne survient finalement pas, vous pourriez être accusé plus tard d'avoir fait mauvais usage des dons. Il n'y avait pas d'incitations à agir de manière préventive.

Et comment faites-vous face aux catastrophes en Ouganda aujourd'hui ?

Grâce au système de prévisions des inondations Global Flood Awareness de l'Union européenne, nous disposons

désormais d'excellentes données pour anticiper les événements dans le monde entier. En collaboration avec l'Institut météorologique ougandais, nous avons mis au point un mécanisme qui libère automatiquement des fonds de la Croix-Rouge dès qu'une alerte est déclenchée. Cela permet de distribuer des conteneurs d'eau et des tablettes de chlore pour que les victimes d'une inondation continuent d'avoir accès à l'eau potable. Même si la catastrophe n'a pas lieu, cela reste environ cent fois moins cher que de dépêcher des équipes médicales pour enrayer une épidémie de choléra. Non seulement nous sauvons des vies, mais nous économisons aussi de l'argent. Ces mécanismes sont actuellement en place dans 35 États.

Les conteneurs d'eau et les comprimés de chlore ne suffisent pas à garantir la survie des personnes touchées. Que faut-il entreprendre ensuite ?

Prenons l'exemple du super cyclone Amphan de mai 2020, qui a détruit de nombreux villages dans l'est de l'Inde et au Bangladesh. La population a pu être évacuée, mais s'est retrouvée ensuite totalement démunie. Les victimes dépendent désormais de l'aide humanitaire ou vivent dans l'extrême pau-





Grâce à sa vache, cette agricultrice bangladaise peut gagner un peu d'argent même après une catastrophe naturelle (ci-dessus). Après le passage du super cyclone Amphan en mai 2020 dans l'est de l'Inde et au Bangladesh, de nombreuses personnes ont perdu tous leurs biens (à gauche, en bas).

© Ben Depp/Polaris/laif
© Stringer Xinhua/eyevine/laif

vreté, et luttent chaque jour pour leur survie. On sauve des vies, mais pas des moyens de subsistance. Il y a trois ans, nous avons donc commencé à verser de l'argent aux personnes menacées avant même la catastrophe.

Que font-elles de cet argent ?

Dans le cas d'une mère qui élève seules ses enfants au Bangladesh, l'argent lui permettra de mettre à l'abri la vache qui est sa seule source de revenus. Elle pourra aussi acheter de la nourriture pour faire vivre sa famille pendant le passage du cyclone. Lorsqu'elle retournera dans le village dévasté, elle aura sa vache qui lui fournira du lait et un petit revenu. La démarche fait sens à la fois d'un point de vue humanitaire

et économique. À l'avenir, nous souhaitons mieux coordonner ces versements avec les systèmes de sécurité sociale des États. Les régimes d'assurance sociale doivent être en mesure d'anticiper les chocs climatiques, ou du moins d'y répondre rapidement. En cas de sécheresse, les familles paysannes ne devraient pas attendre des semaines avant de pouvoir toucher une aide.

Selon les prévisions, la crise climatique va continuer à s'aggraver. Quels sont les principaux défis à relever pour protéger les plus vulnérables des catastrophes ?

En 2015, lors de la conférence de Paris sur le climat, les pays riches ont promis de consacrer 100 milliards de dollars par an à l'adaptation au réchauffement climatique. Non seulement ce montant s'est avéré clairement insuffisant, mais les contributions alimentent les gouvernements qui ont des plans détaillés au lieu de bénéficier aux populations les plus vulnérables. Pour accéder aux financements, il faut connaître les mécanismes du Fonds vert pour le climat, c'est-à-dire prouver par des études la nécessité de certains investissements.

Des études que les États fragiles ne sont généralement pas en mesure de fournir. Notre rapport sur les catastrophes examine également le rapport entre les montants versés par habitant et la vulnérabilité climatique. Nous constatons que le soutien aux plus vulnérables est largement insuffisant. Si les mécanismes de financement traduisent une perspective globale, ils ne reflètent pas la situation des plus vulnérables. Les concepts pour atteindre ces populations ne sont pas au point. ■

PULPE DE CACAO ET PHOTOVOLTAÏQUE

Le passage aux énergies durables offre de nouvelles opportunités dans les pays du Sud. La start-up suisse Koa utilise le photovoltaïque et le numérique pour générer des revenus supplémentaires à partir des déchets issus de la culture du cacao au Ghana.

(sch) Le Ghana est le deuxième plus grand producteur de cacao du monde, avec un volume annuel de quelque 800 000 tonnes de fèves séchées. Les plantations sont généralement situées dans la forêt tropicale, difficiles d'accès et dénuées d'infrastructures. Les cultivateurs sont souvent pauvres et dépendent de la fluctuation des prix de gros. Sachant qu'au Ghana et en Côte d'Ivoire plus de 1,5 million d'enfants travaillent encore dans la production de cacao, le chocolat que nous apprécions tant laisse un arrière-goût amer.

Résilience grâce au photovoltaïque

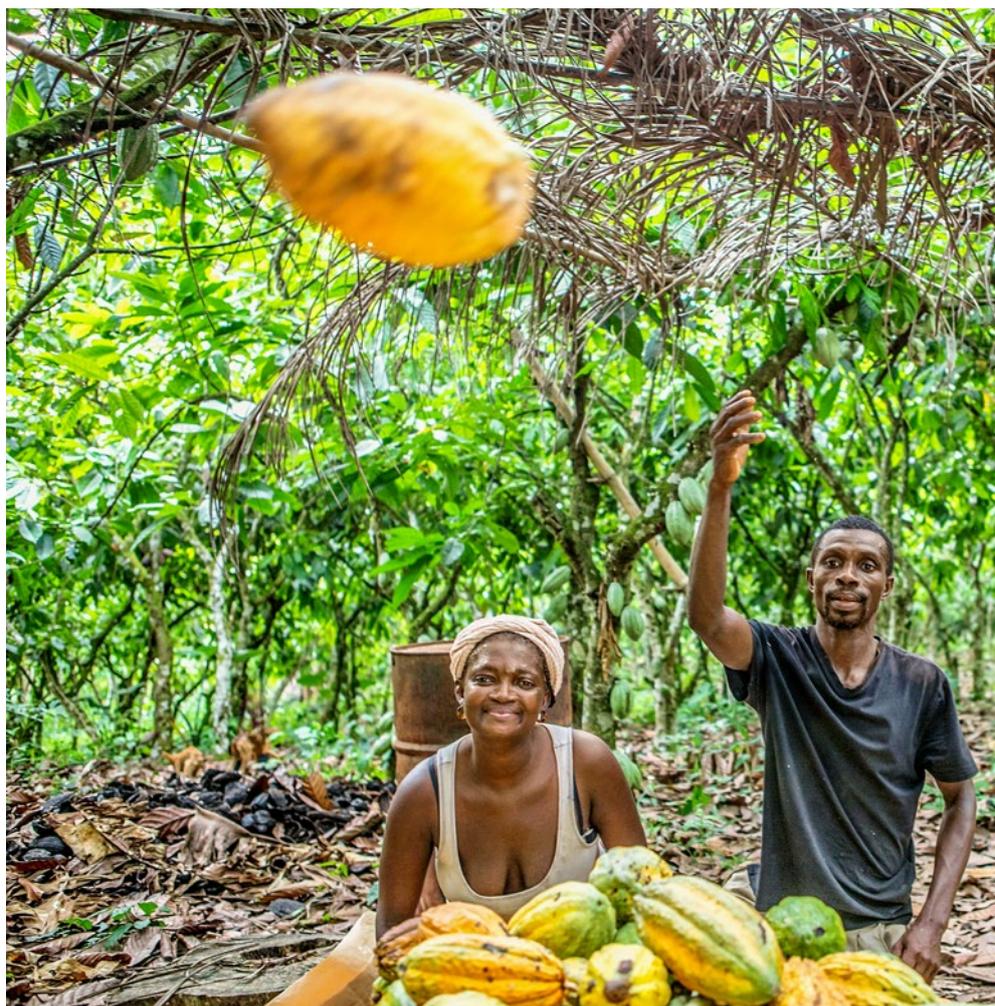
En 2017, Anian Schreiber parcourt l'Afrique de l'Ouest comme représentant d'une entreprise internationale de photovoltaïque. Il est à la recherche d'une idée pour soulager la pauvreté des populations et réduire leur dépendance vis-à-vis du commerce de gros mondial. Il envisage d'abord de donner accès à l'énergie solaire au plus grand nombre. Au contact des cultivateurs, il découvre le fruit du cacaoyer, également appelé « cabosse ». Et se rend compte que seules les fèves sont utilisées pour la production de chocolat, alors que la pulpe, qui représente 25% du poids du fruit, est jetée.

Mais, à partir de la pulpe, comment produire quelque chose d'aussi savoureux que le chocolat, issu des fèves ? Anian Schreiber se met à travailler sur l'extraction, le refroidissement et la conservation du jus de la pulpe immédiatement après la récolte. Ce qui nécessite beaucoup d'énergie dans des régions en général sans électricité. Et c'est là que le photovoltaïque entre en jeu.

Production mobile de jus

Le jeune représentant et son collègue Benjamin Kuschnik développent, en

partenariat avec l'EPFZ et l'Université des sciences appliquées de Zurich, une station mobile pour le traitement des cabosses, fonctionnant à l'énergie solaire. La plateforme de financement Repic soutient le projet (voir encadré). «Le photovoltaïque a un potentiel incroyable en Afrique, déclare Anian Schreiber. Il permet une micro-industrialisation du continent sans faire appel à de nouveaux réseaux électriques.» Aujourd'hui, le projet compte treize cyclomoteurs solaires à trois roues pour traiter les cabosses. Pendant la récolte, ceux-ci se rendent à proximité immédiate des plantations de cacao. Les



Récolte du cacao dans une ferme au Ghana : non seulement les fèves, mais aussi la pulpe peuvent être transformées après un refroidissement immédiat.

© Ben Rotthoff

cabosses sont ouvertes et la peau est retirée du fruit. La station de traitement sépare ensuite la pulpe des fèves, précieuses car destinées à la production de chocolat, qui sont ensuite restituées aux cultivateurs.

Suivi numérique transparent

Au centre de traitement d'Assin Akrofuom, dans le sud du Ghana, le jus est pasteurisé, conservé et préparé pour l'exportation. Durant le premier semestre 2021, environ 1000 petites exploitations ont livré leur récolte à l'entreprise Koa. Le centre produit 250 000 litres de jus de cabosse par an.

Koa emploie actuellement 35 collaboratrices et collaborateurs ghanéens, dont huit cadres. Pendant la récolte, une trentaine de personnes viennent compléter l'effectif.



Pour Koa, l'un des défis a été de créer une chaîne d'approvisionnement. Anian Schreiber se souvient: «Les experts de l'industrie du chocolat nous ont dit que ce n'était pas possible d'avoir une chaîne logistique fiable directement avec les petits exploitants africains.» À l'aide du numérique, Koa a prouvé le contraire. L'équipe a développé une application qui permet à chaque cultivateur d'enregistrer son exploitation, avec le nombre d'hectares, les coordonnées de contact et les données de paiement. Le contrat est signé via le smartphone par empreinte digitale. Les revenus sont versés directement sur le téléphone portable sous forme d'argent mobile.

Grâce au suivi numérique, la clientèle peut retracer toute la chaîne de production via un code QR. Elle sait de quelle communauté provient le jus de cabosse et quel montant a été versé aux cultivateurs. En Europe, le jus produit par Koa est déjà utilisé par des confiseurs et des barmen de renom pour affiner des boissons, des desserts ou des pâtisseries. Depuis peu, la start-up collabore également avec la marque zurichoise Lindt & Sprüngli, qui a récemment lancé son premier chocolat composé de 18% de poudre de pulpe de cacao et dont la saveur sucrée provient donc exclusivement du fruit du cacaoyer.

Revenus augmentés de 30%

«L'Afrique devrait toucher une plus grande part de la valeur ajoutée du cacao. C'est là notre véritable objectif», explique Anian Schreiber. L'utilisation de la cabosse tout entière constitue une première étape. Selon les chiffres de Koa, une coopération tout au long de l'année procure jusqu'à 30% de revenus supplémentaires aux petits exploitants. «C'est aussi une contribution importante à la lutte contre le travail des enfants, car ce phénomène est souvent dû à un manque de revenus», relève Anian Schreiber.

Aujourd'hui, la transformation des produits par Koa s'effectue entièrement au

Ghana. Mais le jus et la poudre de pulpe de cacao sont exportés: une grande partie de la valeur ajoutée est donc générée à l'étranger. Une situation appelée à changer: «À partir de 2022, une commercialisation est prévue également au Ghana», précise Anian Schreiber. ■

www.koa-impact.com

UNE PLATEFORME DE PROJETS DURABLES

Repic (Renewable Energy, Energy and Resource Efficiency Promotion in International Cooperation) est une plateforme inter-départementale qui promeut les énergies renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique et des ressources dans la coopération internationale. Elle est soutenue par quatre offices fédéraux: le Secrétariat d'État à l'économie, la DDC, l'Office fédéral de l'environnement et l'Office fédéral de l'énergie. L'objectif est de fournir un soutien avant commercialisation à des projets de durabilité axés sur les besoins locaux. Les contributions s'élèvent au maximum à 150 000 francs par projet. Depuis sa création en 2004, la plateforme a soutenu plus de 140 projets. Anian Schreiber, fondateur de Koa, constate: «Le soutien de Repic était essentiel. Il a renforcé notre crédibilité et nous a permis de convaincre d'autres investisseurs.»

www.repic.ch

UNE CULTURE DU CAFÉ RESPECTUEUSE DU CLIMAT

Dans le cadre d'un projet multilatéral auquel participe la Suisse, les familles paysannes améliorent leurs revenus comme les rendements de leurs récoltes, et ne sont plus réduites à déboiser la forêt.

(sch) Ces dernières années, la surface forestière mondiale a fortement diminué, notamment pour faire place aux élevages qui alimentent une consommation de viande en forte augmentation. En 2020, les régions tropicales ont perdu 42000 km² de forêt, soit l'équivalent de la superficie de la Suisse.

En collaboration avec des États et des entreprises, le Fonds BioCarbone pour des paysages forestiers durables (ISFL) lutte contre la destruction des forêts grâce à une planification climatique intelligente et à de nouvelles réglementations. Géré par la Banque mondiale, ce vaste projet est financé par la Suisse, l'Allemagne, la Norvège, le Royaume-Uni

et les États-Unis. Il est doté de 355 millions de dollars depuis 2013. Une collaboration a été mise en place avec les gouvernements de Colombie, d'Éthiopie, d'Indonésie, du Mexique et de Zambie.

Le succès du fruit de cacay

En Colombie, la région d'Orinoquia est fortement touchée par le déboisement illégal et l'avancée de l'élevage du bétail. Elle souffre aussi des conflits autour des plantations de coca. L'ISFL encourage donc la culture de cacay pour valoriser des terres considérées comme improductives. Ce fruit, qui ressemble à un agrume, possède des graines qui sont transformées en lait ou en farine et donnent une huile cosmétique de haute qualité.

Les produits sont exportés vers les États-Unis et l'Europe. L'ISFL permet aussi d'intégrer les régions partenaires dans le mécanisme REDD+ de protection du climat, qui prévoit une compensation financière pour les efforts des agricul-

teurs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à préserver les forêts en tant que puits de carbone.

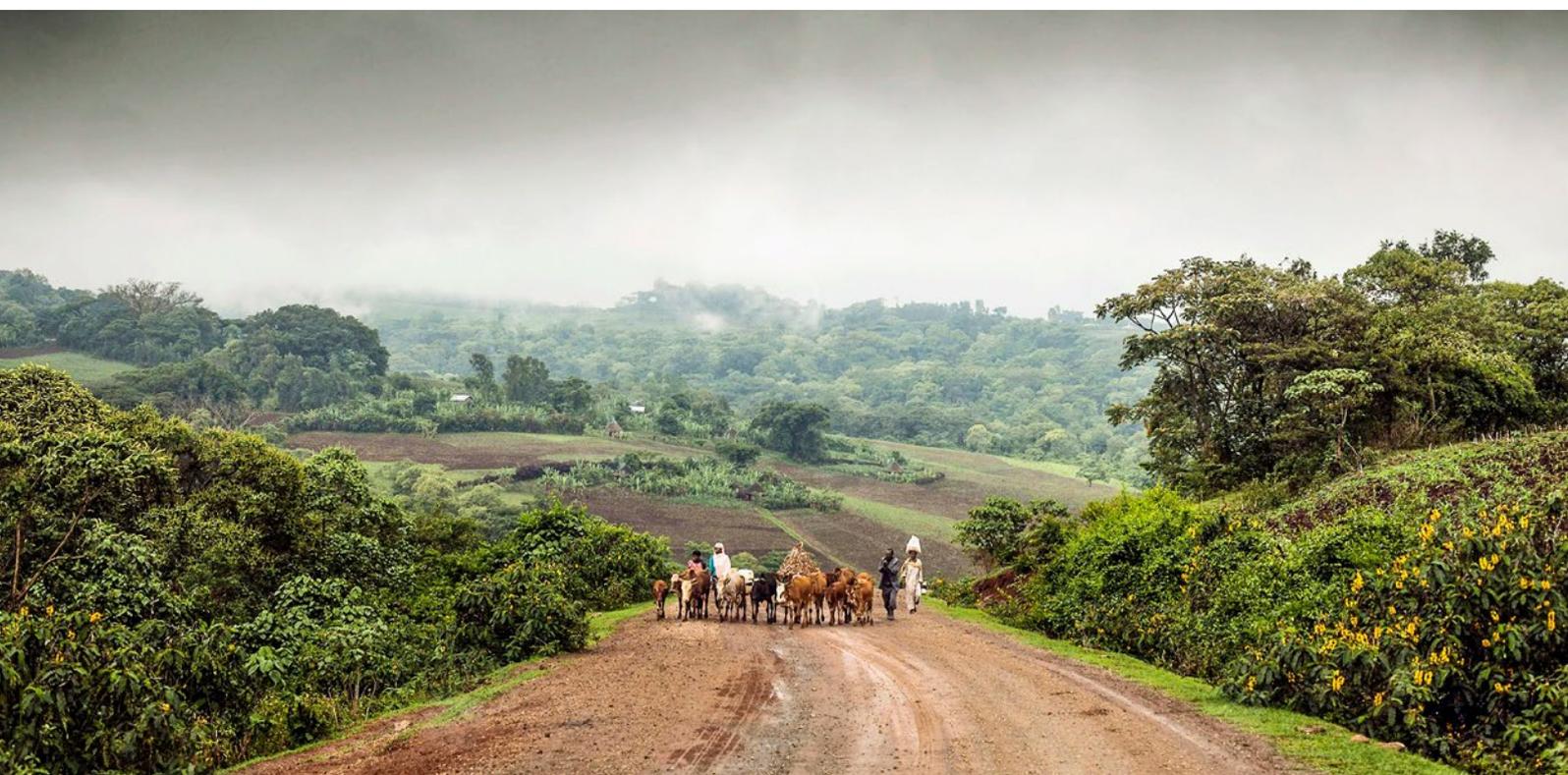
En Éthiopie, l'ISFL soutient un programme de gestion forestière durable, en collaboration avec Nespresso. Dans les régions productrices de café, la superficie des forêts a considérablement diminué: le bois est la principale source d'énergie pour les populations rurales et l'utilisation de la forêt n'est pas réglementée par les communes. Le projet prévoit donc des formations destinées aux institutions et aux autorités.

Parallèlement, quelque 50000 agricultrices et agriculteurs ont été formés à une culture du café respectueuse du climat. La DDC soutient actuellement l'implémentation à grande échelle d'un projet pilote réussi. Une manière durable de tailler les plants de café doit permettre d'améliorer considérablement les rendements ainsi que les revenus. ■

www.biocarbonfund-isfl.org

Au cœur de la région caféière en Éthiopie: tailler de manière durable les plants de café améliore à la fois les rendements et les revenus des cultivateurs.

© Juan Manuel Castro Prieto/VU/laif



FAITS ET CHIFFRES

Dérèglement climatique

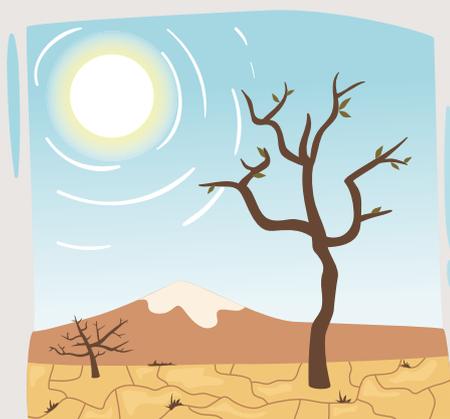
Vagues de chaleur, tempêtes et inondations ont fait **410 000 morts** depuis 2011 – la grande majorité dans les États à revenu faible ou intermédiaire.

Au cours des dix dernières années, **1,7 milliard de personnes** ont été touchées par des vagues de chaleur, des tempêtes ou des inondations.

Entre juin et août 2018, trois vagues de chaleur ont fait, au total, **3454 victimes** en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni et en Suisse.

D'ici à 2050, **200 millions de personnes** pourraient avoir besoin chaque année d'une aide humanitaire, en partie à cause de la crise climatique, soit deux fois plus qu'en 2018.

Lors des dix dernières années, **83 % des catastrophes** étaient dues à des phénomènes météorologiques ou climatiques extrêmes.



Chiffres clés

- **12 sur les 20 pays** les plus touchés par la crise climatique, connaissent également des conflits armés.
- En 2017, **14 sur les 34 pays** ayant souffert d'une crise alimentaire ont également subi des conflits armés et des chocs climatiques.
- Au cours des **quarante dernières années, un tiers** des terres agricoles a été abandonné en raison de l'érosion des sols.
- L'Allemagne compte **166 stations météorologiques**. Deux fois plus grande, la République centrafricaine n'en possède que **14**. Les stations météorologiques jouent un rôle important dans la collecte de données climatiques en vue des scénarios d'adaptation.

Sources et liens

www.ifrc.org

(Recherche: World Disasters Report 2020)

Le rapport 2020 de la FICR sur les catastrophes dans le monde examine l'impact de la crise climatique sur l'aide humanitaire.

www.icrc.org

(Recherche: When rain turns to dust)

Le rapport «Quand la pluie devient poussière» du CICR analyse les interactions entre les conflits armés et les crises climatiques ou environnementales.

www.unep.org

(Recherche: Adaptation Gap Report 2020)

Le rapport 2020 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation présente l'état d'avancement des projets d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.



PACTICS
CAMBODIA

UNE DÉPENDANCE COMPLIQUÉE

Il y a quarante ans se tournait au Cambodge l'une des pages les plus terribles de l'Histoire : un quart de la population avait péri sous le régime meurtrier des Khmers rouges, l'économie était en ruine, la société traumatisée. Depuis l'accord de paix signé en 1991, l'économie connaît une forte croissance et la pauvreté a cédé du terrain. Sur le plan politique cependant, le pays est de plus en plus autocratique.

Texte : Karin Wenger

Les locaux sont inondés de soleil. Dans cette fabrique à la périphérie de la ville de Siem Reap, des femmes sont penchées sur leurs machines à coudre. Lem Somaly, 30 ans, est occupée à confectionner une petite sacoche. Elle est employée ici depuis deux ans : « J'aime bien ce travail. Le salaire est bon, les locaux sont clairs. Nous avons droit à un repas de midi et il y a une crèche. Avant, je travaillais en Thaïlande. Nous n'étions pas aussi bien traités là-bas », raconte cette mère d'une petite fille.

La fabrique appartient à l'entreprise néerlandaise Pactics. Avant la pandémie, quelque 500 employés y confectionnaient des sacs, des chiffons à lunettes en microfibre ou des accessoires pour des marques telles que Gucci, Ray-Ban ou Oakley. Environ 70 à 80 % des collaborateurs sont des femmes, précise le gérant Arjen Laan : « Elles ont toutes entre 20 et 30 ans. Pour elles, la croissance économique du Cambodge avant la pandémie et les entreprises comme la nôtre étaient une aubaine. » En 2011, Pactics a transféré sa production de la Chine vers le Cambodge, où les coûts de production sont plus bas et les res-

trictions moins nombreuses, explique Arjen Laan. Au Cambodge, le salaire mensuel minimum avoisine les 192 dollars. Comme plus de la moitié de la population a moins de 30 ans, trouver de la main-d'œuvre est aisé, poursuit-il.

Des progrès et des revers

Dans les années 1990, au sortir de la guerre civile, l'économie cambodgienne était anéantie, les infrastructures en miettes, les institutions étatiques avaient disparu, la population vivait dans le dénuement. Quant à l'essentiel de l'élite intellectuelle du pays, soit elle avait péri sous les Khmers rouges entre 1975 et 1979, soit elle avait fui à l'étranger. Depuis, beaucoup de choses ont changé : la pauvreté a connu un net recul, les efforts pour abaisser le taux de mortalité infantile et maternelle ont permis des avancées substantielles et, avant l'épidémie, la croissance économique dépassait les 7%.

Le Cambodge a néanmoins été frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19. Pactics a vu la demande chuter et Arjen Laan a dû remercier une centaine de collaboratrices et de collaborateurs. Dans le pays, beaucoup d'entreprises ont connu le même sort. Selon la Banque mondiale, l'effondrement de l'économie et les licenciements ont réduit la marge de manœuvre financière de nombreuses familles, qui ont peu à

peu sombré dans la précarité. Par ailleurs, la Commission européenne a, l'an dernier, partiellement suspendu les préférences douanières accordées au Cambodge dans le cadre du programme « Tout sauf les armes ». Jusqu'à présent, les pays les moins avancés pouvaient exporter vers l'Union européenne (UE), sans droits de douane, toutes leurs marchandises, à l'exception des armes, et bénéficier d'un avantage concurrentiel vis-à-vis des produits chinois. L'octroi de préférences dépend néanmoins de certains critères, parmi lesquels le respect des droits humains. Or, la Commission européenne pointe du doigt des violations systématiques. Le Cambodge perd ainsi l'équivalent d'un cinquième de ses privilèges, soit grosso modo un milliard d'euros d'exportations.

Chasse aux sorcières

Les sifflets de policiers, une parade de véhicules de police et des espions du régime chargés de filmer et de photographier toute personne présente devant le tribunal : voilà la démonstration de force à laquelle s'est livré le gouvernement à Phnom Penh, l'an passé, un matin de février. À l'intérieur se déroule le procès de Kem Sokha, chef du Cambodia National Rescue Party (CNRP), autrefois principal parti d'opposition au Cambodge. Kem Sokha est jugé pour haute trahison. Son procès fait partie de la chasse aux sorcières du Premier

Des ouvrières, qui travaillaient dans cette usine située à l'extérieur de la ville de Siem Reap, ont été licenciées pendant la crise du Covid-19.

© Karin Wenger

Dans la ville côtière de Sihanoukville, l'influence de la Chine est particulièrement manifeste : des vendeurs de rue devant une affiche dont le texte est rédigé en khmer, mais surtout en chinois.

© Karin Wenger

ÉCOSYSTÈME BOULEVERSÉ

Le lac Tonlé Sap, au Cambodge, est le plus grand lac d'eau douce d'Asie du Sud-Est. Les Cambodgiens couvrent 70 % de leurs besoins en protéines par la consommation de poissons pêchés dans le Mékong et le Tonlé Sap. Mais le lac est en danger. Les barrages sur le cours supérieur du Mékong et en Chine ont, ces deux dernières années, affaibli le débit du Mékong, ce qui a ébranlé l'écosystème complexe du lac. Les pêcheurs témoignent de pertes massives, jusqu'à 80 % des prises habituelles. Au cours des années passées, les populations de poissons ont aussi été décimées par la sécheresse, la surpêche, les chaluts et la pêche à la dynamite. « Deux tiers des enfants habitant sur des bateaux ou dans des maisons sur pilotis au bord du lac souffrent aujourd'hui de malnutrition », constate Jon Morgan, fondateur de la Lake Clinic. L'organisation a transformé sept bateaux en cabinets médicaux mobiles chargés de prodiguer des soins à la population vivant sur les rives ou dans des maisons flottantes. Pourtant, Jon Morgan est pessimiste : « Puisque la pêche ne constitue plus une source de subsistance, la plupart des riverains du lac se sont endettés, probablement jusqu'à la fin de leurs jours. Certains vont chercher du travail en Thaïlande voisine. »



ministre Hun Sen contre toute critique, contre l'opposition, les journalistes et les défenseurs des droits humains.

Cette chasse a débuté il y a huit ans, après des élections marquant un recul sensible de Hun Sen et de son parti au pouvoir Cambodian People's Party (CPP), tant en voix qu'en sièges. En 2017, la Cour suprême dissout le parti d'opposition CNRP. La plupart des dissidents s'enfuient à l'étranger ou sont arrêtés, comme Kem Sokha. Une fois l'opposition muselée, remporter les élections de 2018 était un jeu d'enfant pour Hun Sen et le CPP.

Premier ministre depuis 1985, Hun Sen règne de plus en plus en autocrate, commente Am Samath, directeur adjoint de la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme

(LICADHO). « Ces dernières années, la liberté d'expression, la liberté des médias et la liberté de réunion ont été sévèrement restreintes par le gouvernement. Plus de 30 stations de radio ont été fermées et nous ne pouvons plus nous réunir », poursuit-il. Régulièrement suivi par la police, ce défenseur des droits humains a déjà été roué de coups par les forces de sécurité. Cette désintégration rapide de la démocratie cambodgienne n'est pas du goût de l'UE, qui a riposté par une fermeture partielle de ses marchés. Mais il y a longtemps que le Cambodge s'est trouvé un nouvel allié : la Chine.

Emprise chinoise

L'influence croissante de la Chine est palpable et visible dans tout le pays.

Ces dernières années, le géant asiatique est devenu le principal investisseur au Cambodge et a largement dopé le secteur de la construction. Une empreinte particulièrement perceptible dans la ville côtière de Sihanoukville. En trois ans, 80 casinos y ont été construits ainsi que plusieurs lotissements, financés par des investisseurs chinois. En 2019, selon les estimations officielles, les Chinois installés à Sihanoukville étaient plus nombreux que les Cambodgiens.

Trapu, sa longue barbe teinte en noir, Thach Eng est responsable de la sécurité dans un casino de la ville. Cette évolution ne lui plaît pas: «Depuis que les Chinois sont ici, la ville est devenue dangereuse. Des ivrognes, des braillards nous assènent leurs grossièretés.» Les loyers et le prix des terrains sont cinq à dix fois plus élevés à présent, déplore Sen Soeg, qui promène des touristes à bord de son taxi triporteur depuis vingt-cinq ans. Autrefois, ses clients étaient occidentaux. Aujourd'hui, relève-t-il, ils ne viennent plus, à cause des Chinois. Ses revenus sont quasi nuls.

Développement des infrastructures

Le gouvernement de Hun Sen semble toutefois placer les intérêts chinois au-dessus de ceux de la population cambodgienne. Contrairement à l'Occident, la Chine n'intervient pas dans la politique intérieure de son partenaire. La superpuissance a, en revanche, tissé des liens étroits avec lui dans le cadre du projet d'infrastructure «Nouvelle route de la soie». Les interdépendances sont néanmoins asymétriques et la dette du Cambodge vis-à-vis de la Chine se chiffre en milliards. Une dépendance dont Pékin sait tirer profit pour étendre sa suprématie dans la région.

Le chantier chinois Dara Sakor, un projet touristique gigantesque de l'autre côté de la baie de Sihanoukville, illustre l'accroissement des intérêts chinois au Cambodge. Pour la mise en œuvre de Dara Sakor, l'entreprise chinoise

Union Development Group a obtenu un contrat de ferme pour un territoire de 360 km², qui englobe un cinquième du littoral du pays. À deux pas de la base navale cambodgienne de Ream, on y construit à présent des hôtels de luxe, des casinos, un terrain de golf, un port en eaux profondes et un aéroport international.

Certaines puissances occidentales s'inquiètent d'un projet qui, au-delà des enjeux touristiques, laisserait présager, à terme, une présence militaire chinoise. Jusqu'à présent, le gouvernement cambodgien a réfuté avec véhémence de telles spéculations. Reste que le Cambodge défend déjà les intérêts chinois au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, par exemple lorsque certains États d'Asie du Sud-Est se disputent le contrôle de la mer de Chine méridionale.

Plus l'Occident se détourne du Cambodge, plus le Premier ministre Hun Sen reporte ses espoirs sur la Chine, résume l'économiste cambodgien Lao Mong Hay: «Ce n'est pas pour déplaire à la Chine et à sa vision du pouvoir. De fait, elle se comporte déjà avec le Cambodge comme avec une colonie.» Ce qui n'est pas du goût de nombreux Cambodgiens. ■

Karin Wenger est la correspondante de la radio télévision suisse alémanique SRF en Asie du Sud-Est.

LE CAMBODGE EN BREF

Population

17 millions d'habitants (estimation)

Superficie

181 035 km²

Régime politique

Monarchie constitutionnelle

Corruption

Sur l'Indice de perception de la corruption (CPI), le pays occupe la 161^e place sur 180 (2018).

Religion

Bouddhistes: 97,9%

Musulmans: 1,1%

Chrétiens: 0,5%

Autres: 0,5%

Pauvreté

En 2003, la moitié de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. En 2016, cette proportion n'était plus que de 13,5%. Néanmoins, pour une large part, les Cambodgiens ne se hissent qu'à grand-peine au-dessus du seuil de pauvreté statistique. Même modiques, des frais imprévus, dus à une maladie par exemple, suffisent à replonger ces catégories de la population dans le dénuement. Aujourd'hui encore, un tiers des enfants souffrent de malnutrition.



Sur le terrain avec ...

VA ROS

RESPONSABLE DU PROGRAMME FORMATION PROFESSIONNELLE À PHNOM PENH

Propos recueillis par Christian Zeier

J'habite à Phnom Penh, la capitale du Cambodge, à quelque douze kilomètres du Bureau de coopération de la DDC. La plupart du temps, je pars au travail en moto, ce qui est plus rapide qu'en voiture. Le trafic est dense: il n'est pas rare que je mette une heure. Je dois donc partir tôt et je rentre relativement tard. Pourtant, comme de nombreux autres collaborateurs locaux, j'aime beaucoup travailler à la DDC. Les faibles fluctuations de personnel le confirment.

J'accorde beaucoup d'importance aux visites régulières sur le terrain. Habituellement, il y en a deux par an, mais en cette période de pandémie ce n'est plus possible. Observer les choses sur place, échanger avec les gens est essentiel pour se faire une idée de la situation réelle, mieux qu'avec tous les rapports réunis. J'ai déjà fait cette expérience: sur le papier, tout semble parfait, mais, sur le terrain, la réalité de la formation professionnelle est moins rose. Un équipement médiocre, des méthodes pédagogiques trop pauvres: cela, vous ne le remarquez qu'une fois sur place.

peu qualifiés, d'avoir aussi accès à un emploi digne et d'améliorer leurs revenus.

Cette collaboration illustre bien comment divers acteurs peuvent travailler ensemble, un aspect central à nos yeux. Outre Swisscontact, différents instituts de formation, privés ou non, des entreprises privées ainsi que le ministère du Travail et de la Formation professionnelle sont impliqués. Notre souci est la durabilité: les projets doivent subsister lorsque nous nous en désengageons. Cet aspect fait ma fierté. ■



En tant que responsable de programme, j'accomplis des tâches variées. Je m'occupe de la planification stratégique, du suivi et de la gestion de projets dans les domaines de la formation professionnelle et de l'emploi. Deux domaines que nous nous efforçons de promouvoir par des projets en collaboration avec des agences onusiennes, des ONG ou le gouvernement, par exemple, qui sont chargés de la mise en œuvre. Ces partenaires bénéficient de notre soutien financier, mais aussi technique. Nous appuyons également les autorités dans l'élaboration et l'application d'une nouvelle politique en matière de formation professionnelle.

Nous développons essentiellement des projets dans les régions les plus pauvres du pays. Dans les provinces septentrionales de Preah Vihear, de Stung Treng ou de Kratie, les infrastructures s'avèrent souvent médiocres, l'activité économique faible, les qualifications professionnelles insuffisantes. La situation ne peut pas être comparée à celle de la capitale, Phnom Penh, où une certaine dynamique est palpable. C'est pourquoi nous nous engageons dans ces provinces. La Suisse n'est certes pas le principal bailleur de fonds, mais nous tentons d'apporter une contribution judicieuse là où ceux qui sont dans le besoin peuvent en bénéficier.

Le projet de formation professionnelle que nous menons avec la fondation Swisscontact en est un bon exemple. Une partie du problème réside dans le fait que, dans les régions en question, les entreprises sont de très petite taille et n'ont pas les ressources nécessaires pour former correctement des apprentis. Nous nous efforçons dès lors, avec le soutien du secteur privé, d'améliorer la qualité de l'offre des centres de formation étatiques. Ceci devrait permettre à de jeunes gens défavorisés, parce que

Voix du ... Cambodge

UNE VÉRITABLE HÉROÏNE

Il est 5 heures 30 du matin: je me lève, fais ma toilette et enfile ma tenue de jogging. C'est l'une de mes nouvelles habitudes. Je n'en avais jamais eu le temps auparavant. Mais Phnom Penh est confinée et, soudain, j'ai le temps de courir. Tout a ralenti. Il n'y a presque pas de trafic. Le silence est tel que je peux écouter les divers chants d'oiseaux du matin. En tant que cinéaste, je suis habituée à observer ce genre de choses. Généralement, à cette heure de la journée, les décibels sont nettement plus élevés en raison du grand nombre d'habitants dans mon quartier, un bidonville dense

et tentaculaire, connu pour ses toxicomanes et ses prostituées. Ce dernier est situé à côté d'une voie de chemin de fer jonchée de débris, au centre de Phnom Penh. C'est là que j'ai grandi et vécu toute ma vie.

Mes voisins immédiats sont des vendeurs de rue. D'habitude, ils se lèvent à 4 heures du matin et commencent à crier et à rire alors que cuisent le maïs et les patates douces qu'ils vendront ensuite. Mais tout est désormais étrangement calme. Seuls les oiseaux semblent offrir un signe de vie et d'espoir.

En 2020, le Cambodge a recensé moins de 500 cas de Covid-19 sans déplorer de décès. Au printemps 2021, la pandémie a pris sa revanche avec de nombreux cas et de décès. Si la vie s'est poursuivie normalement en 2020 pour la plupart des gens, je ne peux en dire de même: ma carrière de réalisatrice a souffert. J'avais obtenu le financement d'un long-métrage et d'un court-métrage, deux projets qui me tenaient à cœur depuis longtemps. J'étais sur le point d'entamer le tournage de ces deux films. Ne pouvant mettre mon équipe et mes acteurs en danger, j'ai dû toutefois reporter mes projets. Le financement a expiré en raison de la situation incertaine. J'ai donc dû travailler en tant que rédactrice pour gagner ma vie.

Il me faut réévaluer les possibilités et planifier les jours à venir. C'est pourquoi je cours au petit matin. La tranquillité en cette période de confinement m'aide

à réfléchir et à percevoir ma ville sous un jour nouveau. L'atmosphère est irréelle, on se croirait dans un film dystopique. Je m'arrête pour prendre quelques photos et filme les rues vides. Peut-être ces images me seront-elles utiles dans un futur film.

Alors que j'arrive sur une artère plus large, j'aperçois une nettoyeuse de rues. Elle a dans la cinquantaine et porte un gilet vert éclatant, ainsi qu'un masque chirurgical bleu. Elle balaye le centre du rond-point, là où d'habitude se forment les embouteillages dès 6 heures du matin. C'est désormais complètement vide et cette petite silhouette au milieu d'une vaste route grise et des immeubles silencieux me donne l'impression qu'elle est le personnage d'un film apocalyptique, une valeureuse combattante à la recherche de provisions.

La scène semble sortir de la version cambodgienne du film *Je suis une légende*. Je prends quelques photos et m'arrête lorsqu'elle regarde dans ma direction. Nos regards se croisent, nous sourions sous nos masques. Je m'incline et la salue de la main en poursuivant mon jogging. Je ne peux m'empêcher de penser que c'est une véritable héroïne, qui travaille pour le bien des autres.

«Les histoires nous attendent au coin de la rue», comme le dit un dicton populaire dans le monde du cinéma. En effet, il suffit de sortir pour en trouver. *La femme au gilet vert*: prochainement au cinéma! ■



INES SOTHEA est scénariste, réalisatrice et productrice au Cambodge. *Rice*, son premier court-métrage, a remporté en 2014 le Tropfest SEA, le plus grand festival asiatique consacré au court-métrage. La jeune femme a suivi à Los Angeles le programme d'échange et de formation LATC Global Film & TV Programm. Elle a réalisé plusieurs courts-métrages et deux longs-métrages, qui ont été récompensés au Cambodge et projetés dans de nombreux festivals internationaux.
www.inessothea.com



DES AUTORISATIONS CONCERTÉES ET PLUS RAPIDES

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, sept ans peuvent s'écouler avant qu'un médicament ne soit mis sur le marché. Swissmedic et la DDC collaborent avec l'OMS et des partenaires africains pour rendre plus rapide l'accès à des traitements de qualité et consolider les processus d'autorisation en Afrique. Une initiative suivie avec intérêt par les entreprises pharmaceutiques.

Texte : Luca Beti

Plus de deux milliards de personnes n'auraient pas accès aux médicaments qui, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sont indispensables pour le traitement de maladies graves. Le problème est global, mais c'est en Afrique et en Asie que les populations sont le plus fortement touchées. Selon l'ONG Oxfam, plus de trois millions d'enfants de moins de 15 ans meurent chaque année faute de vaccinations et de médications essentielles.

Diverses raisons l'expliquent. «Tout d'abord, il y a encore trop peu de thérapies innovantes, efficaces et sûres contre de nombreuses affections liées à la pauvreté. Lorsqu'elles existent, l'acheminement des médicaments dans des régions reculées est souvent difficile. Le manque de personnel médical qualifié pouvant les administrer et d'infrastructures adéquates est chronique. Enfin, ce qui fait défaut, c'est une procédure d'autorisation fiable: un aspect souvent négligé», souligne Alexander Schulze, responsable de la division Programme global Santé à la DDC.

Dans certains pays à revenu faible et intermédiaire, le processus d'évaluation et d'autorisation d'un médicament peut durer jusqu'à sept ans. Via l'initiative «Accelerate registration of medical products» et une collaboration unique

en son genre à l'échelle mondiale entre l'Institut suisse des produits thérapeutiques Swissmedic et la DDC, la Suisse encourage depuis 2015 les efforts internationaux destinés à améliorer et à rendre plus rapide l'accès à des médicaments de qualité, particulièrement en Afrique subsaharienne.

Processus plus transparents

Dans de nombreux pays africains, les autorités compétentes en la matière ont trop peu de ressources techniques et financières pour contrôler l'efficacité, la sécurité et la qualité d'un médicament et autoriser sa mise sur le marché dans des délais raisonnables. «Pour écourter le processus et le rendre plus transparent, Swissmedic fait bénéficier des pays à revenu faible et intermédiaire de son savoir-faire en matière d'autorisation et de conseil scientifique, l'objectif étant de développer les compétences», explique Lodovico Paganini, collaborateur scientifique de Swissmedic. À cet effet, la Suisse collabore étroitement avec l'OMS pour renforcer les autorités de contrôle des médicaments en Afrique.

Après une longue phase préparatoire, un premier résultat palpable de l'initiative «Marketing Authorisation for Global Health Products» (MAGHP) a été

obtenu en mai 2020 avec l'autorisation du Carbetocin Ferring. Il s'agit d'une solution injectable destinée à prévenir les hémorragies post-partum, qui coûtent la vie à 70000 femmes chaque année. Des spécialistes d'Ouganda, du Kenya, de Tanzanie, du Soudan du Sud, du Nigeria, de la République démocratique du Congo et d'Éthiopie ont été associés au processus d'autorisation.

Synergies et partage du savoir

«Grâce à leur implication active tout au long du processus, les experts africains acquièrent des savoirs et une confiance dans la procédure. Ils ont la possibilité de soumettre des propositions relatives à des thèmes ou à des besoins spécifiques à leur pays, précise Lodovico Paganini. Ils se familiarisent aussi avec la documentation de produits de Swissmedic, ce qui devrait accélérer l'autorisation du médicament par les instituts compétents dans leur pays.» Le délai entre la demande d'autorisation déposée par le fabricant et l'autorisation de mise sur le marché ne devrait pas excéder 90 jours. Un objectif atteint au Ghana et en Tanzanie, où le Carbetocin Ferring a été autorisé en trois mois.



En février dernier, lors d'une conférence virtuelle, la DDC, Swissmedic, l'OMS ainsi que des représentants des autorités nationales de réglementation du Ghana et de Tanzanie ont fait part de leurs expériences à quelque 120 participants, soulignant les avantages de la procédure MAGHP et les défis à relever. «La conférence a aussi été suivie avec grand intérêt par les entreprises pharmaceutiques, commente Lodovico Paganini. Pour être traitée dans des délais plus brefs par les autorités nationales concernées, une demande déposée par ces entreprises doit respecter ce processus.»

Inspection de sites de production

Pour écouter les procédures d'autorisation au niveau du continent ou d'une région et en assurer la qualité, le projet mise aussi sur la coopération entre pays et régions en Afrique. «Ne pas tirer parti du savoir et des résultats d'autres autorités de réglementation équivaldrait à gaspiller du temps et des ressources», relève Alexander Schulze.

L'initiative vise par ailleurs à harmoniser les procédures d'autorisation

nationales au sein des communautés économiques régionales et à créer une plateforme de partage de savoir et de documentation à l'échelle du continent. Ainsi, des directives et instruments communs ont été élaborés pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité de médicaments.

Un troisième volet de l'initiative concerne l'offre de formations permettant de développer des compétences. En collaboration avec l'OMS, Swissmedic organise deux fois par an un cours de quatre jours, destiné à transmettre de nouvelles connaissances aux participants concernant les questions suivantes notamment: autorisation de mise sur le marché de produits thérapeutiques, garantie de qualité et surveillance du marché. «En outre, indique Ludovico Paganini, nous permettons à des spécialistes étrangers d'accompagner les inspecteurs de Swissmedic lorsqu'ils visitent les sites de production pharmaceutique.» ■

En juin 2019, des représentants des autorités réglementaires de différents pays (Éthiopie, RDC, Érythrée, Kenya, Malaisie, Soudan du Sud, Tanzanie et Turquie) ont participé à une formation dispensée par Swissmedic à Berne.

© swissmedic

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AVEC SWISSMEDIC

En 2013, le Conseil fédéral a donné mandat à Swissmedic de mener des projets avec la DDC dans le domaine de la coopération au développement. En janvier 2014, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), le Département fédéral de l'intérieur et le Département fédéral des affaires étrangères ont signé une déclaration d'intention, grâce à laquelle Swissmedic a pu développer un projet destiné à améliorer l'accès aux soins et aux médicaments dans les pays d'Afrique subsaharienne. En 2019, une nouvelle convention de financement a été signée avec la BMGF. Elle prévoit un soutien de 900 000 dollars entre février 2020 et mars 2023.

PRISE DE POSITION DU CONSEIL FÉDÉRAL IGNAZIO CASSIS N'OUBLIONS PAS LES MALADIES INFECTIEUSES!



Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a visité une léproserie au Cameroun en 2017, lors d'un voyage effectué en tant que membre du conseil de fondation de Fairmed.

© Fairmed

La pandémie de Covid-19 replace les maladies infectieuses au centre de l'attention. Au fil du temps, ces dernières sont de moins en moins souvent une cause de décès. Les maladies chroniques et non transmissibles, quant à elles, jouent un rôle beaucoup plus important. En conséquence, à la différence des trois maladies largement étudiées dans le monde entier que sont le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, les maladies tropicales négligées s'effacent dans l'oubli. En Suisse, celles-ci ne représentent plus un problème de santé: d'une part, parce que les conditions d'hygiène que nous connaissons sont meilleures et, d'autre part, parce que le libre accès aux soins médicaux est garanti, et que des médicaments et des vaccins efficaces sont disponibles.

Toutefois, et en particulier dans les régions marquées par la pauvreté, de nombreuses personnes n'ont pas un accès suffisant aux soins de santé primaires. Soit les quantités disponibles de médicaments, de vaccins et de moyens

diagnostiques sont insuffisantes, soit leur prix est trop élevé. Et cette situation est fatale. Des maladies telles que la lèpre, l'ankylostomose ou l'ulcère de Buruli affectent la vie d'un milliard de personnes dans le monde, notamment celle des jeunes. Elles affaiblissent les populations déjà appauvries, remettent en question les objectifs de l'Agenda 2030 en matière de santé et constituent un frein pour l'économie mondiale.

En réaction, les gouvernements, les organisations internationales et l'industrie pharmaceutique ont dû investir dans la prévention et le contrôle de ces maladies. Sur le terrain, les ONG régionales et internationales sont fréquemment chargées de la mise en œuvre de ces projets. J'ai pu observer ces projets sur place lors d'un voyage à l'étranger en tant que membre du conseil de fondation de Fairmed. En 2017, au Cameroun, j'ai pour la première fois traité des patients atteints de la lèpre. J'ai alors pris conscience de l'importance du travail de Fairmed en matière d'éducation

et d'accompagnement à long terme des personnes affectées et j'ai appris à connaître le programme de la fondation Novartis qui fournit gratuitement des médicaments.

Il est très important que ces maladies infectieuses, qui frappent principalement les populations les plus pauvres du monde, ne disparaissent pas de l'agenda sanitaire. Les nombreux milliards investis dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 ne doivent pas nous faire oublier que, à l'ombre de cette crise sanitaire qui monopolise l'attention des médias, des millions de personnes continuent de souffrir de maladies infectieuses négligées. Les ressources de la planète sont limitées, et c'est le rôle de la politique et de la société de trouver le bon équilibre aux niveaux régional, national et multilatéral. ■

DDC INTERNE

NÉPAL: COLLABORATION DDC-SIFEM

(sasph) Au printemps 2021, la DDC a lancé une nouvelle coopération avec le SIFEM (Swiss Investment Fund for Emerging Markets), la société financière de développement de la Confédération. Sur mandat de la Confédération, le SIFEM investit dans des fonds et instituts financiers locaux pour aider leurs clients, en particulier les petites et moyennes entreprises, à se développer. Il a pour mission d'apporter une contribution tangible aux Objectifs de développement durable (ODD) en créant des emplois, en favorisant l'accès aux énergies renouvelables et en encourageant l'intégration des femmes dans l'économie. Grâce à cette coopération avec la DDC, le SIFEM est en mesure d'accroître son engagement dans les pays les moins avancés, puisque la DDC se porte elle aussi garante dans le cas d'investissements particulièrement risqués. Pour la DDC, l'intérêt est de tirer parti de synergies pour mieux atteindre les objectifs fixés par les programmes. Un exemple: la DDC contribue à garantir un crédit alloué par le SIFEM à la banque népalaise NMB Bank. Celle-ci est présente dans toutes les provinces du pays et pourra donc apporter son soutien au développement économique, en particulier dans les régions rurales.

JORDANIE: SÉCURITÉ SOCIALE

(weban) Ébranlée par la pandémie de Covid-19, les effets de la crise syrienne et la faiblesse générale de son économie, la Jordanie fait face à un chômage des jeunes et à une pauvreté grandissante. Pour éviter que les familles particulièrement vulnérables ne retombent dans la pauvreté et la famine, le gouver-

nement jordanien développe sa sécurité sociale. Dans le cadre d'un projet destiné à renforcer la sécurité sociale du pays, la Suisse apporte une contribution de 3,2 millions de francs, en versant au Fonds d'aide national jordanien une aide d'urgence en faveur de plus de 100 000 foyers touchés par la pandémie et en investissant dans le renforcement institutionnel du système d'aide sociale. Les thèmes privilégiés par la Suisse sont l'obligation de rendre des comptes, l'égalité des sexes et la réintégration sur le marché du travail.

Durée du projet: 2020–2021

Volume: 3,2 millions CHF

ZIMBABWE: RÉSILIENCE URBAINE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

(fissi) Au Zimbabwe, la crise économique et le changement climatique viennent aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les villes. L'agriculture urbaine, source d'aliments bon marché et nourrissants ainsi que de revenus secondaires, pourrait améliorer la situation. Mais les réglementations se contredisent et l'accès à l'eau, aux financements et à la terre est difficile. Le Programme alimentaire mondial de l'ONU améliore la sécurité alimentaire urbaine depuis 2018. Forte de son expérience en zone rurale zimbabwéenne, la Suisse entend désormais renforcer la résilience de 40 000 personnes à Bulawayo, Masvingo et Mutare face aux chocs climatiques et économiques. Le projet promeut une gestion communautaire et donc plus résiliente des terres urbaines. Il favorise l'accès aux outils, les connaissances agricoles et la coordination avec les autorités locales.

Durée du projet: 2020–2024

Volume: 7,15 millions CHF

KOSOVO: JUSTICE SOCIALE POUR LES MINORITÉS

(acm) Au Kosovo, pays multiculturel, les Roms, les Ashkalis et les Égyptiens (RAE) vivent en marge de la société. Ces communautés minoritaires font face non seulement à une extrême pauvreté, mais subissent également exclusion et discrimination. L'accès au marché du travail leur est difficile. Un projet de la DDC entend leur offrir les mêmes opportunités qu'aux autres citoyens. Les RAE apprennent, en outre, à connaître leurs droits et leurs responsabilités. L'opinion publique à l'égard de ces minorités étant mauvaise, il importe d'accompagner leur inclusion sociale et professionnelle.

Durée du projet: 2020–2022

Volume: 1,5 million CHF

OUZBÉKISTAN: FORMATION PROFESSIONNELLE REMANIÉE

(nlu) Dans le cadre de son Agenda 2030, le gouvernement ouzbek prévoit de remanier la formation professionnelle initiale pour lutter contre le chômage et renforcer l'économie du pays. La DDC soutient ces efforts par un projet d'aide aux acteurs institutionnels: il s'agit d'assurer la qualité de la formation professionnelle, de mieux former le personnel enseignant et d'accroître la participation des acteurs économiques. Cet engagement vise à faciliter la recherche d'un emploi après une formation ou des études.

Durée du projet: 2020–2033

Volume: 12,6 millions CHF

COVID-19: LE RÔLE STRATÉGIQUE DU CHLORE ACTIF

Traquer le Covid-19 sur les surfaces de contact est impératif pour juguler les contaminations. Pour terrasser le virus, un moyen : l'hypochlorite de sodium. Au Burkina Faso, des centres de santé produisent ce désinfectant grâce à des appareils suisses.

Texte : Zélie Schaller

Le Covid-19 est tenace. Le virus peut survivre de quelques heures à plusieurs jours sur des surfaces inertes. D'où l'extrême importance de désinfecter celles-ci dans les centres de santé. Pour renforcer l'hygiène hospitalière au Burkina Faso et ainsi réduire les risques de contamination encourus par les soignants et les patients, la fondation genevoise Antenna, soutenue par la DDC, enseigne au personnel la fabrication de l'hypochlorite de sodium, ou chlore actif.

Antenna développe des solutions technologiques et économiques qui améliorent les conditions d'accès à l'eau et à l'hygiène des populations défavorisées. Elle a conçu des électrolyseurs appelés WATA, permettant de produire de façon autonome du chlore actif. Le procédé ? Dans un seau, mélanger sel et eau (25 grammes de sel par litre d'eau). Puis, y glisser l'appareil et le brancher sur une prise électrique: ce dernier transforme la préparation en hypochlorite de sodium en deux heures.

Si elle est simple d'appropriation, la technologie WATA mérite toutefois un accompagnement théorique et pratique dans le cadre de projets de grande ampleur. La formation est dispensée par des partenaires locaux, spécialisés dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Plus de 280 personnes l'ont suivie dans 59 centres de santé sélectionnés

par le ministère de la Santé, répartis dans onze régions du pays et disposant de quelque 17000 lits au total.

Soignants et agents de propreté ont appris à utiliser les électrolyseurs envoyés de Suisse, mais aussi à vérifier la qualité de la solution selon les normes établies par l'Organisation mondiale de la Santé.



Une employée du centre médical de Boulmiougou à Ouagadougou produit du chlore actif.

© Burex-3eA, Watalux



Échange d'informations entre les professionnels du centre de santé de Koudougou.

© Burex-3eA, Watalux

Le coronavirus est venu s'ajouter à une longue liste de maux. Le Burkina Faso est en proie à une crise humanitaire croissante. Quelque 3,5 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence. Un chiffre qui ne cesse de gonfler, alors que les déplacements internes atteignent un niveau sans précédent. Ils sont des milliers à quitter leur foyer, laissant tout derrière eux.

L'entretien et la maintenance des appareils, de même que l'acquisition des bonnes pratiques d'hygiène, faisaient également partie de la formation étalée sur deux jours.

Coût avantageux

Chaque établissement produit entre 45 et 840 litres de désinfectant par semaine, en fonction de ses besoins. «La solution peut être fabriquée en tout temps, dans les quantités souhaitées, souligne Jérôme Voillat, directeur de Watalux, société créée par Antenna. Des avantages importants dans des zones isolées et reculées, où la logistique est compliquée.» Autre atout: le coût. Les boîtes de comprimés de chlore s'avèrent onéreuses, tandis qu'eau et sel, couplés avec la technologie WATA, sont disponibles partout à un prix abordable.

Blanchissant, détachant, désinfectant, l'hypochlorite de sodium permet de nettoyer instruments et surfaces. «On entend par là les draps, les blouses, ainsi que les sols, les lits, les tables de travail (de chirurgie et d'accouchement), les fenêtres et les portes», illustre Odilon Changotade, directeur du bureau d'ex-

pertise Burex-3eA qui représente la technologie WATA au Burkina Faso et au Bénin.

Il est crucial de désinfecter l'environnement, car, une fois contaminées par celui-ci, les mains du personnel soignant et des patients peuvent transmettre des germes de la maladie par les muqueuses du nez, des yeux et de la bouche. Selon les études scientifiques, la désinfection des surfaces avec de l'hypochlorite de sodium concentré à 0,1% est efficace contre la propagation du coronavirus après un temps de contact d'une minute.

Pour freiner davantage encore la propagation du Covid-19, la solution pourrait être utilisée à une échelle plus large. Près de la moitié des centres de santé prenant part au projet souhaitent distribuer une partie du chlore qu'ils produisent aux communautés environnantes et à d'autres établissements (sociaux notamment).

Depuis la mi-février 2020, le Covid-19 a affecté près de 13 500 personnes au Burkina Faso. Plus de 160 patients (juin 2021) y ont succombé.

Insécurité alimentaire

À l'instar des autres pays de la sous-région, le Burkina Faso est la cible d'attaques de plus en plus fréquentes depuis début 2016. Des groupes armés non étatiques tuent les civils dans des exécutions sommaires. Les exactions étaient d'abord concentrées dans le Sahel, au nord du pays, puis elles se sont propagées vers les régions du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est.

Malgré la pandémie, les conflits se poursuivent sans relâche. Avec de lourdes conséquences, notamment sur l'insécurité alimentaire. Les moyens de subsistance des habitants, déjà mis à mal par les chocs climatiques, sont en danger. Les services de base essentiels tels que la santé et l'éducation se révèlent gravement touchés: des milliers de personnes n'ont pas accès aux soins médicaux et quelque 2400 écoles sont fermées dans les zones affectées. De surcroît, le secteur informel – agriculteurs, petits commerçants et vendeurs ambulants – est à genoux. Dans cette situation de grande précarité, prévenir les risques de contamination au Covid-19 revêt d'autant plus d'importance. ■

LA VIE APRÈS LES MINES

Avec le soutien de la Suisse, des milliers de mines antipersonnel ont été désamorçées en Croatie. Mais comment survivent les victimes ? Une étude financée par la DDC fournit pour la première fois des informations à ce sujet.

Texte: Christian Zeier

Dragomir Brkic et Ivica Portner savent par expérience combien les mines antipersonnel sont dangereuses. Le père du premier a dû être amputé d'une jambe après une explosion et le second a perdu un ami tué par une mine. Les deux hommes, qui ont eux-mêmes participé

à des actions de déminage, vivent dans la région de Sisak-Moslavina, au sud de Zagreb, la capitale croate.

Ici, à la frontière avec la Bosnie, le danger lié aux mines est très élevé. Par exemple dans la forêt de Kotar-Stari Gaj, qui cô-

toie directement des zones d'habitation. Depuis 1991, la région dénombre 31 personnes tuées et 45 gravement blessées par des mines. Les terrains minés témoignent des affrontements entre les armées croate et serbe au cours de la guerre de Croatie, de 1991 à 1995. Les



lignes de front étaient souvent minées. À travers le pays, une surface estimée à plus de 50 000 terrains de football serait encore contaminée.

Il est vrai que, depuis 2017, les explosions accidentelles sont rares en Croatie. Mais les engins explosifs continuent de miner la vie courante, un quart de siècle après la guerre. Il n'est pas possible d'accéder à certaines forêts et collines, les travaux agricoles et forestiers sont entravés et la population a peur des zones non sécurisées.

Forêt déminée

La Suisse soutient la normalisation de la situation via sa contribution en faveur de certains États membres de l'Union

européenne, notamment la Croatie: depuis 2018, la DDC consacre trois millions de francs aux mesures de déminage et de soutien aux victimes des mines et à leurs familles. Cet argent a notamment permis d'accélérer les travaux dans une zone de la forêt de Kotar-Stari Gaj: en septembre 2018, quelque 300 démineurs croates ont sécurisé une zone de 1,8 km², désamorçant plus de 3500 engins explosifs. Depuis 2020, la zone est officiellement déminée et à nouveau ouverte à la population.

Mais Dragomir Brkic et Ivica Portner savent que cet effort ne suffit pas. Aujourd'hui responsables du contrôle de qualité après les travaux de déminage, ils sont conscients que les dégâts causés par les mines ne disparaissent pas pour autant. La peur de pénétrer dans une zone déminée demeure souvent sur plusieurs générations.

Ainsi, le projet de la DDC va au-delà du simple déminage. Il inclut notamment, en collaboration avec les autorités croates, la création d'une base de données sur les victimes des mines ainsi qu'une évaluation de leurs besoins. « Nous étions surpris d'apprendre qu'il existait très peu d'informations fiables sur la situation des victimes et de leurs familles », explique Debora Kern, collaboratrice de la DDC, qui supervise le projet depuis Berne.

Qui sont les victimes des mines ?

Une étude récente cofinancée par la Suisse montre que 90% des victimes recensées étaient des hommes, la plupart des civils, et que 60% des accidents se sont produits durant les cinq premières années après la guerre. Fait surprenant:

Même un quart de siècle après la fin de la guerre, certaines régions de Croatie restent infestées de mines. Ici, un démineur en plein travail dans une forêt, en mai dernier.

© DDC

les trois quarts des accidents auraient eu lieu dans des zones qui n'étaient pas signalées comme minées.

Dans 60% des cas examinés, les victimes sont encore en vie, mais reçoivent très peu de soutien. Environ 60% d'entre elles touchent une aide en raison d'un handicap physique ou une rente d'invalidité. Seuls 40% des cas étudiés ont vu l'ouverture d'une procédure d'indemnisation.

D'une manière générale, les conditions de vie des victimes et de leurs familles sont difficiles. Seul un cinquième a bénéficié d'un soutien psychosocial. Beaucoup sont à la retraite anticipée ou perçoivent de bas salaires, tandis que 13% se retrouvent au chômage, comme près d'un tiers de leurs proches. Seuls 4% des ménages bénéficient d'une aide socio-économique.

Grand potentiel de soutien

« Des résultats qui intéressent également les autorités croates, poursuit la collaboratrice de la DDC, car ils font apparaître un potentiel de soutien aux victimes et à leurs familles. » D'ailleurs, le projet suisse s'étend jusqu'en 2024 et les fonds restants sont justement destinés à des mesures socio-économiques. Pour concrétiser celles-ci, diverses propositions sont en cours d'élaboration.

Selon Marijana Berket, qui fait partie de l'équipe de projet au ministère croate de l'Intérieur, les victimes de mines et leurs familles bénéficieront à l'avenir d'un soutien psychosocial et d'une aide à l'intégration sur le marché du travail. De plus, l'État prévoit quelques investissements pour améliorer leur situation socio-économique. La base de données sur les victimes des mines et l'étude réalisée jouent un rôle clé à cet égard. Il est vrai que de nombreuses victimes des mines se trouvent dans une situation difficile, admet Marijana Berket: « Nous espérons pouvoir les aider. Si ce n'est pas possible, nous voulons au moins soutenir leurs familles. » ■





- dan
- DIL
- ma
- DI
- ke
- P

UNHAC
DIRI HASRANTI

BABEL À L'INFINI

Pour être efficace, la coopération internationale doit atteindre des populations parlant des langues très diverses. Faute de traductions adéquates, la communication échoue trop souvent. Le problème n'est pas nouveau, mais continue à être négligé.

Texte : Christian Zeiler

Le fils de Hossain Ahmed ne peut plus bouger les jambes. Avec son père, il a fui le Myanmar et vit dans un camp de réfugiés dans le sud-est du Bangladesh. Parfois, tous deux se rendent dans une clinique du camp, mais reviennent souvent bredouilles : « La plupart du temps, je ne comprends pas ce qu'ils me disent, confie Hossain Ahmed au portail en ligne *The New Humanitarian*. Et je crois qu'eux non plus ne me comprennent pas. »

La raison est simple : les deux réfugiés parlent rohingya. Dans le camp, beaucoup de traducteurs s'expriment en chittagonien, courant de l'autre côté de la frontière. Les deux langues sont perçues comme quasi identiques, ce qu'une étude de l'organisation Traducteurs sans frontières (TSF) réfute. Plus d'un tiers des Rohingya interrogés disent ne pas comprendre un message simple en chittagonien. « Tout le monde pensait que ces deux langues étaient proches, commente Mia Marzotto, collaboratrice de TSF. Ce n'est pourtant pas le cas. »

Dans l'aide humanitaire et la coopération au développement, quelques rares langues dominent, pour des raisons

historiques. Anciennes langues coloniales, l'anglais et le français sont de loin les plus fréquents. Pourtant, la mise en œuvre de projets et de mesures implique quantité d'autres idiomes. Dans la pratique, les choses ne se déroulent pas toujours sans difficulté. Le tremblement de terre en Haïti en 2010 en est un bon exemple : organisations et bénévoles ont afflué mais, trop souvent, une langue commune leur faisait défaut.

« Carence latente »

Les rencontres clés se sont déroulées dans des langues qui excluaient de nombreux participants, constatent l'ONU et l'Initiative humanitaire de Harvard dans un rapport commun. La communication de décisions importantes s'en est trouvée ralentie. Un problème qui n'est pas nouveau, à en croire une collaboratrice du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à l'ONU citée dans le rapport. Les évaluations le recommandent sans relâche : « Mettez à disposition du gouvernement et de la population des informations exploitables, dans leur langue », souligne-t-elle. Une fois encore, en vain. Selon le rapport, les déficits en matière de traduction sont une « carence latente ».

Du tremblement de terre de Katmandou aux camps de réfugiés du nord du Nigéria en passant par la pandémie de Covid-19, partout, l'ONG TSF a pu constater des déficits flagrants en matière de traduction. Pourtant, c'est précisément en situation de crise qu'une commu-

nication efficace est particulièrement précieuse. Quelles sont les causes de ce problème ? Comment celui-ci pourrait-il être résolu ?

Mauvaises hypothèses

Le temps et l'investissement nécessaires sont les obstacles les plus évidents à une bonne communication. D'une part, il faut souvent travailler dans l'urgence. D'autre part, dans les régions concernées, il n'est pas rare que de nombreuses langues maternelles cohabitent. La communication relative au Covid-19 à l'intention de la population indienne illustre bien le défi posé. Le pays compte 22 langues officielles et plus de 120 langues ou dialectes, dont chacun est utilisé comme langue maternelle par plus de 10 000 locuteurs.

Au début de la pandémie, de nombreuses informations ont été transmises surtout en hindi et en anglais, que beaucoup n'utilisent que comme langues-relais ou ne comprennent pas du tout. Certains groupes n'ont donc pas saisi l'importance du danger, explique Biplab Ghosh, de l'organisation Bharat Gyan Vigyan Samiti : « Il paraissait lointain. » Pour que les gens assimilent une information, elle doit leur parvenir dans leur langue maternelle, indique-t-il.

De telles traductions nécessitent toutefois du temps et des ressources. Si une organisation n'en a que peu, elle aura tendance à les placer ailleurs. Mia Marzotto, de TSF, reste pourtant

Indonésie, septembre 2020 : un travailleur humanitaire de l'ONU a besoin d'une interprète pour s'entretenir avec une réfugiée Rohingya dans un camp.

© UNHCR/Jiro Ose



convaincue que le problème des barrières linguistiques peut et doit être surmonté. Dans un récent rapport, elle a rassemblé des expériences menées par son organisation dans des contextes les plus divers. Elle y constate, entre autres, que les acteurs internationaux supposent souvent, à tort, que les collaborateurs locaux sont en mesure de communiquer avec tous leurs compatriotes. Par ailleurs, les informations quant à la langue maternelle des personnes concernées sont trop souvent lacunaires.

Des écueils

Pour surmonter ces obstacles, l'experte formule trois pistes essentielles. Tout d'abord, il convient d'établir, dès l'évaluation des besoins d'un projet, quelles sont les langues maternelles en jeu. Ensuite, la planification doit intégrer des postes budgétaires pour la traduction et l'élaboration d'un glossaire spécifique

au contexte. Enfin, une documentation la plus claire et simple possible est indispensable pour toucher un large public.

Dans ce cadre, la traduction automatique, de plus en plus performante, est un outil fréquemment sous-estimé. Un exemple d'actualité: de nombreuses universités et entreprises technologiques prestigieuses ont conjugué leurs compétences au sein du projet « Translation Initiative for Covid-19 ». Pour qu'un maximum de personnes ait accès aux informations nécessaires, elles mettent à disposition un corpus de données de traduction pouvant être traitées de manière automatique, dans près de 90 langues. ■

La communication se révèle parfois difficile dans ce camp de réfugiés indonésien: on manque souvent d'informations sur la langue maternelle des résidents.

© UNHCR/Jiro Ose

TRADUCTION PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

Spécialisée dans le domaine de la traduction en contexte humanitaire, l'ONG Traducteurs sans frontières (TSF) s'est trouvée sous les feux de la rampe à la suite du tremblement de terre en Haïti, en 2010. L'événement a montré de manière frappante combien les barrières linguistiques entravaient la réponse de la communauté internationale, écrit Andrew Bredenkamp, l'un des fondateurs de TSF. Forte de ce constat, l'organisation s'efforce d'offrir à la population un accès à des informations vitales dans sa langue, et met en contact les ONG avec un réseau de traducteurs professionnels bénévoles.

Carte blanche

UNE LONGUE ATTENTE

Ce printemps, le Cambodge a fait les grands titres partout dans le monde suite à la condamnation de cinq défenseurs de l'environnement. Les condamnés sont membres du groupe Mother Nature Cambodia, connu notamment pour sa lutte contre le pillage des ressources naturelles au Cambodge. Thun Ratha, 29 ans, père d'un enfant de deux ans, et deux de ses collègues militants, âgés respectivement de 19 et 22 ans, ont été arrêtés l'an dernier.

Ils ont été appréhendés alors qu'ils préoyaient de se rendre au domicile du Premier ministre Hun Sen. Ils souhaitent exprimer leur inquiétude quant à l'assèchement de l'un des derniers lacs marécageux de Phnom Penh. Comme beaucoup d'autres zones aux abords de la capitale, ce lac se trouve en mains privées et a été cédé à de puissants entrepreneurs. Le tribunal de Phnom Penh a condamné les trois défenseurs de l'environnement ainsi que deux autres personnes par contumace, en invoquant une loi prohibant «l'incitation». Les autorités recourent fréquemment à ce texte pour légitimer l'emprisonnement de dissidents. Les militants ont été condamnés à une amende de 1000 dollars et passeront au moins 18 mois derrière les barreaux. Des ONG locales et internationales ainsi que l'ONU ont condamné ce jugement, demandant aux autorités de relâcher immédiatement et sans condition les militants.

Mais l'histoire n'est pas du côté des activistes. De nombreux Cambodgiens ayant pris le risque de s'élever contre les abus de pouvoir se sont retrouvés derrière les barreaux. Leur crime: dénoncer des projets non durables en mettant en lumière des problèmes tels que l'acaparation des terres, la déforestation illégale et le dragage de sable. Les personnes qui profitent de ces poursuites sont influentes et liées à des personna-

lités politiques de haut rang. Celles qui en souffrent sont des milliers de Cambodgiens.

Dès qu'ils ouvrent la bouche, les militants sont arrêtés. Certains sont tués. Les cas d'abus et d'attaques sont nombreux. «Pour tout activiste, avoir des ennuis fait partie du jeu, explique Naly Pilorge, directrice de l'ONG Licadho. De nombreux employés de Licadho, y compris moi-même, ont été accusés et agressés physiquement dans leur travail en faveur des droits humains. D'autres militants ont été emprisonnés ou tués.» Licadho fournit une aide juridique à ses employés dans l'espoir qu'ils puissent bientôt rejoindre leurs familles et leurs communautés.

Comme nous tous, ces militants ont une vie, une famille et des proches dont ils doivent s'occuper. Thun Ratha a été arrêté lorsque son fils avait six mois. La situation des activistes s'est aggravée à cause du Covid-19, relève Naly Pilorge: «Ils sont maintenant enfermés dans des prisons surpeuplées, leurs familles et la plupart des ONG ne peuvent pas leur rendre visite ou leur apporter de la nourriture en raison de la pandémie.»

Dix-sept personnes affiliées à des ONG ou à des groupes locaux ont été accusées d'infractions pénales, selon Pradeep Wagle, représentant des Nations Unies pour les droits humains. Il a dès lors exhorté le gouvernement à protéger les activités de défense des droits humains.

Mary Lawlor, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains, qualifie les condamnations de scandaleuses. «Je suis préoccupée par la tendance à l'augmentation des poursuites judiciaires contre les défenseurs des droits humains au Cambodge depuis juillet 2020», déclare-t-elle.

Je peux moi-même confirmer l'existence d'arrestations arbitraires et de traitements injustes menés par les autorités. J'en ai été témoin à plusieurs reprises dans mon travail de journaliste. Alors que je couvrais les manifestations contre un membre du Parti du peuple cambodgien au pouvoir, mon collègue a été frappé à l'estomac et nous avons été encerclés par un groupe de gardes du corps. Lesquels m'ont dit de changer de métier.

Je fais partie des chanceux. J'ai pu rentrer chez moi. La famille de Thun Ratha attend toujours son retour. ■



© iHed

BOPHA PHORN est journaliste indépendante à Phnom Penh. Elle a travaillé six ans au quotidien *The Cambodia Daily*, en tant que journaliste et éditrice. Elle a aussi enseigné le journalisme à temps partiel à l'Université de Phnom Penh. Bopha Phorn a effectué un stage à l'agence Associated Press à New York, avant de travailler chez ABC. Elle a également collaboré avec Voice of America, Al Jazeera, le Consortium international des journalistes d'investigation et la *Nikkei Asian Review*. Elle a reçu, en 2013, le prix du «Courage en journalisme» de l'International Women's Media Foundation pour son article sur la déforestation illégale. Elle a contribué à une anthologie intitulée *Phnom Penh Noir* ainsi qu'à l'ouvrage *When We Are Bold*, présentant des femmes exceptionnelles du monde entier.

QUAND LE LANGAGE DU CORPS RAPPROCHE LES PEUPLES

La prochaine édition du festival de danse contemporaine East African Night of Tolerance se tiendra en octobre à Kigali, la capitale rwandaise. Soutenu par la DDC, l'événement favorise le dialogue, les échanges culturels et la tolérance dans une région émaillée de conflits intra- et interétatiques.

Texte : Zélie Schaller



Wesley Ruzibiza en est convaincu: «La danse crée l'harmonie et atténue les conflits. Elle contribue à un avenir meilleur.» Fort de ce principe, le danseur, chorégraphe et acteur rwandais a créé, en 2012, le festival East African Night of Tolerance (EANT) pour promouvoir la tolérance et la paix entre les peuples. Alors que les conflits récents en Afrique de l'Est ont péjoré la qualité du vivre-ensemble, la danse rapproche: elle est un outil de dialogue et un vecteur de cohésion sociale.

Le festival réunit, chaque année à Kigali, de jeunes danseurs semi-professionnels et professionnels. Âgés de 24 à 30 ans, ils sont rwandais, burundais, congolais, kényans, ougandais ou tanzaniens. La majorité sont des hommes, mais «EANT s'efforce de convier plus de femmes sur scène, alors qu'il y a moins de danseuses et de chorégraphes professionnelles au Rwanda et plus généralement en Afrique. Nous voulons que les artistes féminines et les communautés marginalisées (LGBTQI, personnes en

Des performances enthousiasmantes lors du festival EANT 2017: la compagnie Amizero (à gauche) avec «East African Bolero» et le groupe de femmes Ingoma N'syha (à droite) avec «Dancing Drums»

© Chris Schwagga (2)

situation de handicap) puissent faire entendre leur voix», déclare Wesley Ruzibiza.

Avant l'événement, et ce durant deux semaines, les artistes – hommes et femmes – sont encadrés par des chorégraphes professionnels pour donner naissance à des œuvres mêlant différentes influences et esthétiques sur un thème. La prochaine édition, qui aura lieu en octobre, aura à l'affiche: «Le futur, c'est maintenant». Trois soirées sont prévues, avec à chaque fois trois spectacles gratuits.

Un langage universel

Une journée de discussions avec le public figure également au programme. «Le festival est un moment privilégié d'échanges et de rencontres», relève l'organisateur. La danse rassemble. «Elle établit des ponts entre les peuples, transcende les différences culturelles, politiques et historiques. L'expression des émotions et du corps qu'elle permet apporte une compréhension mutuelle», souligne Wesley Ruzibiza.

Oscar Ssenyonga, danseur et chorégraphe ougandais, directeur de la compagnie Mambya Dance, abonde: «Nous avons tous le même corps et le même sang. Nous sommes tous des êtres humains. Le seul moyen de présenter mon peuple et mon pays passe par l'utilisation de mon corps.» Et Faraja Batumike, directeur de la compagnie congolaise Rhina Crew, d'ajouter: «Dans mon pays, on ne s'exprime pas avec les stylos, seulement avec la danse. La danse est le langage profond du corps.»

Graines de danseurs

Pour encourager ce mode d'expression, le festival organise aussi des ateliers de sensibilisation dans les écoles. Les élèves s'essayent à la danse traditionnelle, contemporaine et urbaine. «C'est l'occasion d'offrir de nouvelles possibilités éducatives, de créer un nouveau public

et de susciter des vocations professionnelles», note Wesley Ruzibiza.

La danse se professionnalise peu à peu au Rwanda. «Le Ballet national rwandais (danse traditionnelle) a effectué de nombreuses tournées dans le monde entier. Les danseurs contemporains hip hop ou afro vivent, pour leur part, rarement de leur art, mais de nouvelles opportunités s'ouvrent à eux, alors que leurs talents sont davantage reconnus», indique celui qui est aussi directeur de la compagnie Amizero.

Tout au long de l'année, des danseurs contemporains contactent le festival. Ils recherchent des conseils pour développer leurs projets. EANT se veut également une plateforme de soutien et de réseautage: «Nous essayons d'accompagner le plus grand nombre possible d'artistes dans la réalisation de leurs rêves», se réjouit Wesley Ruzibiza. ■

*festivaleant.wixsite.com/
websiteantfest*



Au festival EANT, ici des représentations de 2018, les artistes féminines et les communautés marginalisées sont mises en avant.

© EANT



La compagnie Anjorombala interprète « Juste une marche » au Festival EANT 2015.

© Yakubu Nzigamasabo





© trigon-film

CUBA, UN VOYAGE DANS LE TEMPS

(wr) On peut penser ce qu'on veut de la politique cubaine. Reste que, parmi les trésors de cette île des Caraïbes, il y a sa filmographie, dont trois chefs-d'œuvre des années 1960. Tomás Gutierrez Alea, dit Titón, et Humberto Solás sont entrés dans l'histoire du cinéma avec *Muerte de un burocrata*, *Memorias del subdesarrollo* et *Lucía*. Fraîchement restaurés, ces trois bijoux sont disponibles chez trigon-film dans un coffret accompagné d'un livret. Un voyage unique dans le temps: Cuba de la fin du 19^e siècle à nos jours. Tout d'abord, gros plan sur la bureaucratie et ses manifestations les plus étonnantes, dont Titón se moque délicieusement dans sa farce *Muerte de un burocrata*. Sur un ton plus sérieux, le film *Memorias del subdesarrollo* brosse le portrait de Sergio, dont les journées s'écoulent entre rêveries et femmes qui bouleversent ses sens. *Lucía*, long-métrage de Humberto Solás, tire son titre du prénom que partagent trois personnages féminins dont le film raconte le destin, chacun incarnant un moment clé de l'histoire cubaine. Titón-Solás, coffret Cuba avec 3 DVD et livret, espagnol avec sous-titrage (D,F,E,I), disponible sur www.trigon-film.org

MUSIQUE

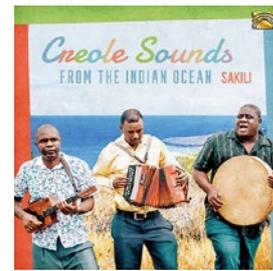
AMERTUME ET DOUCEUR



(er) Émouvante et claire, cette voix de femme qui vient caresser nos oreilles. Celle de Tania Saleh, 52 ans, chanteuse et auteure-compositrice libanaise. De sons, elle fait surgir de magnifiques paysages, conjuguant harmonies arabes classiques, quelques éclats de rock alternatif occidental et de trip-hop, ainsi que, par petites

touches, un quatuor à cordes norvégien. Elle-même qualifie son style d'Indie Arabic. Les mélodies sont harmonieuses, enveloppantes, mais les textes en arabe, que l'on peut découvrir dans un très beau livret, sont loin d'être anodins. Avec poésie, Tania Saleh y parle du patriarcat et des rapports archaïques encore en vigueur dans son pays, de la douleur d'une séparation (derrière les initiales «A.D.», pour «After Divorce») ou encore du sentiment amer d'être «mise sur la touche» en tant que femme de plus de 50 ans. Courageuse dans ses critiques, défenseuse de l'autodétermination, elle est tour à tour gagnée par la haine et la colère, la soif d'amour et l'espoir. Dix titres émouvants qui oscillent entre légèreté enchanteresse et insondables profondeurs, où les mots de Tania Saleh entremêlent amertume et douceur. *Tania Saleh, 10 A.D. (Kirkelig Kulturverksted/Indigo)*

IRRÉSISTIBLE JOIE DE VIVRE



(er) Une superficie dépassant légèrement les 100 km². À 600 km de l'île Maurice, à l'est de l'Afrique, en plein océan Indien: l'île Rodrigues, jouet des puissances coloniales européennes qu'étaient la France, la Grande-Bretagne, le Portugal et les Pays-Bas. Exil temporaire pour les Huguenots, elle fut colonie pénitentiaire avant de devenir terre d'accueil pour des esclaves libérés après 1839. Une histoire bigarrée, que le trio Sakili revisite dans sa musique aux accents créoles. Valse, polka, mazurka et scottish y côtoient les rythmes du séga tambour, dans une harmonie entraînante portée par l'accordéon, instrument mélodique typique de l'île Rodrigues, la guitare traditionnelle kabosy et le tambour sur cadre, caractéristique du séga blues. Des voix puissantes au timbre chaud y racontent en rodriguais, un créole d'origine française, de charmantes histoires sur l'amour, la vie familiale, les traditions, les joies de la fête du Nouvel An et la survie au quotidien. Le tout dominé par une irrésistible joie de vivre. *Sakili, Creole Sounds from the Indian Ocean (Arc Music/Naxos)*

COLLAGE MUSICAL ENVOÛTANT



(er) Le titre clé de cet album, pure magie, est chanté par le chauffeur de taxi sénégalais Mouhamadou, une voix pleine, profonde, accompagnée par les taquineries de ses deux enfants. L'archéologue musical et producteur suédois Karl Jonas Winqvist l'a inséré dans ce qu'il qualifie lui-même d'«Otherwordly Mix», mélange planant et complexe aux multiples facettes, né de pistes sonores enregistrées au Sénégal, à Toubab Dialaw, petit village de pêcheurs. Celles-ci sont ensuite assemblées et affinées en studio à Stockholm. Plus de

vingt contributeurs pour un son d'avant-garde, unique en son genre, cosmique: il y a là le rythme hypnotique du tambour sabar, les sons perlés jaillis des cordes du luth xalam, les trilles des flûtes peules, des envolées de clarinette ou de saxophone, les accents doux du melodica et les pulsations de l'electronica. Le message «Yaral Sa Doom» («Éduquons les jeunes», en wolof) est repris sur le mode «Call and Response» et par de belles voix soufies. Il y est question des problèmes sociaux au Sénégal, d'éducation et d'intégration. Un collage musical envoûtant, une invitation à la réflexion, au voyage, au rêve. *Wau Wau Collectif, Yaral Sa Doom (Sahel Sounds/Cargo)*

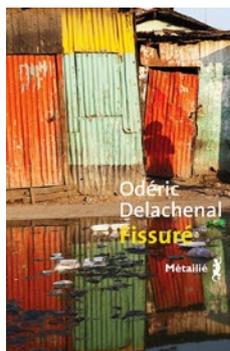
LIVRES

UN PÉRILLEUX PÉRIPE



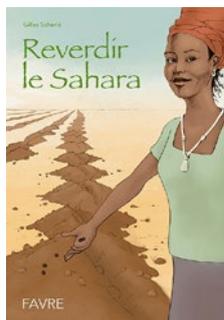
(zs) Bahati a 15 ans. Il vient d'échapper aux groupes armés qui, deux ans plus tôt, l'ont enlevé après avoir incendié son village et exterminé les habitants. Enrôlé de force, le jeune Congolais devient enfant-soldat. Il vit les affres de la guerre. Son seul rêve: retourner dans sa région natale. Pour cela, le garçon doit vaincre la jungle d'une immense forêt équatoriale et ses périls. Casimir, un chasseur qui en connaît les moindres secrets, l'accompagne dans cette dangereuse aventure. Un voyage initiatique au cours duquel le vieillard et l'enfant se confient, faisant découvrir aux lectrices et aux lecteurs une vie à la fois effroyable et éblouissante. L'histoire est adaptée de faits réels. La République démocratique du Congo est en conflit depuis plus de vingt ans. Violence et affrontements à répétition ont déjà fait plus de huit millions de morts. L'auteur, Déo Namujimbo, est journaliste et écrivain franco-congolais. Vivant dans l'Hexagone depuis plus de dix ans, il donne des conférences sur son pays d'origine et la liberté de la presse dans la région des Grands Lacs. *Déo Namujimbo, Les sylvestres aventures de l'enfant-soldat, L'Harmattan, Paris, 2021*

METTRE DES MOTS SUR LES MAUX



(zs) «La force me manque parfois même pour faire à manger et je m'endors souvent le ventre vide, rêvant de hordes d'enfants des rues, ils soulèvent leurs T-shirts pour me montrer comme ils ont faim.» Odéric Delachenal était animateur dans un foyer de réinsertion pour enfants des rues à Port-au-Prince, la capitale haïtienne, lorsque celle-ci a été secouée par un violent séisme le 12 janvier 2010. S'il se découvre une force qu'il ne se connaissait pas pour porter secours aux survivants, le jeune éducateur atterrit, en revanche, sur sol français tel «un sac d'os inerte». Cabossé, il veut néanmoins se rendre utile. Il cherche du boulot dans le secteur social, mais vit un «tsunami de mal-être» et tombe dans le trou du burn-out. Incapable de parler, il prend la plume. Des mois durant, de jour comme de nuit, il ouvre grand les vannes pour purger sa peine. Il a le sentiment de ne pas avoir accompli grand-chose, mais espère avoir «contribué à changer quelque chose dans la vie d'un ou deux de ces enfants, croisés ici ou là-bas.» Un récit poignant sur les déchirures de l'âme. *Odéric Delachenal, Fissuré, Éditions Métailié, Paris, 2021*

VÉGÉTALISER LE DÉSERT LE PLUS VASTE DU MONDE



(zs) Qui pourrait le croire? Voici 5000 ans, le Sahara était vert. Il pourrait l'être à nouveau demain. Dans ce désert, des projets de plantation et d'adduction d'eau fleurissent. Au nord du Burkina Faso par exemple, les populations ont reverdi 3500 hectares de terrain désertique via l'action Deserto Verde, lancé par le forestier Lindo

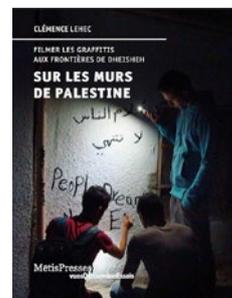
Grandi et son épouse Verena. En douze ans, les terres labourées grâce au système de charrue Vallerani ont vu pousser quelque cinq millions d'arbres. Cette bande dessinée didactique fait suite au livre *Reverdir le Sahara* de l'ingénieur retraité Jean-Edouard Buchter, publié en 2019. La fondation éponyme, qui compte parmi ses membres l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin, «contribue à la refertilisation partout où cet immense désert le permet». *Gilles Scherle, Reverdir le Sahara, Éditions Favre, Lausanne, 2021*

L'ART DE SUBLIMER L'EXISTENCE



(zs) Misère, chômage et délinquance: le quotidien des 25 000 habitants de Cateura, un quartier pauvre d'Asunción, la capitale du Paraguay, se révèle peu lumineux. Seule perspective d'avenir: le recyclage. Lorsque Favio Chávez entend donner des leçons de musique aux jeunes du bidonville, il fait face à un problème de taille: un manque cruel d'instruments. La solution n'est pas loin: dans la décharge! À partir des déchets qui s'amoncellent à cet endroit, lui et Nicolás Gómez, menuisier et bricoleur de génie, vont créer guitares, violons, contrebasses et violoncelles notamment. C'est ainsi que voit le jour l'Orchestre des instruments recyclés qui, depuis 2006, se produit partout à travers le monde. Hua Lin Xie retrace l'histoire de cet ensemble, affirmant le pouvoir de la musique. Une ode à la vie! *Hua Lin Xie, Sous les déchets... la musique, Éditions Steinkis, Paris, 2021*

COUVRIR LES MURS POUR EXISTER



(zs) Le graffiti palestinien a une histoire toute particulière. Il est intimement lié à la résistance contre Israël. À travers leurs œuvres picturales, les Palestiniens

marquent leur existence. Clémence Lehec, docteure en géographie et environnement de l'Université de Genève, décrit dans cet ouvrage basé sur son travail de thèse, un mouvement dynamique, contraint de s'adapter à la frontière mouvante au gré de l'évolution du conflit. Elle plonge ses lecteurs au cœur du camp de Dheisheh, situé au sud de Bethléem en Cisjordanie. Les fresques y ont une « dimension mémorielle à destination de la communauté des réfugiés », mais ils s'adressent également aux soldats israéliens. Avec ces revendications: « le droit au retour et la liberté de circulation contre l'enfermement ». Le livre narre également la production d'un film documentaire, *Les murs de Dheisheh*, coréalisé avec la cinéaste palestinienne Tamara Abu Laban. En plus de graffitis, il est agrémenté de photos du tournage. *Clémence Lehec*, Sur les murs de Palestine. Filmer les graffitis aux frontières de Dheisheh, *MétisPresses, Genève, 2020*

MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

PROJET ÉDUCATIF À L'ÉCHELLE DU GLOBE



(dg) « La plus grande leçon du monde » : l'objectif de ce projet éducatif est de sensibiliser les enfants et les jeunes du monde entier aux 17 Objectifs de développement durable (ODD) et de les encourager à agir ensemble. Se sentir relié au reste du monde et s'engager avec d'autres en faveur des ODD sont deux des principaux buts de cette initiative. Le site Internet rassemble de nombreuses informations

et suggestions pédagogiques (jeux, vidéos, etc.), dont beaucoup sont en anglais. La bibliothèque mise à disposition propose treize séquences d'enseignement, en guise d'introduction aux ODD ou sur un thème choisi, comme la coopération au développement par exemple. « *La plus grande leçon du monde* », plateforme éducative en ligne de *Project Everyone/2017*; le site <https://catalogue.education21.ch/fr/la-plus-grande-lecon-du-monde-propose-des-vidéos-et-du-matériel-pédagogique>. Informations complémentaires: <https://worldslargestlesson.globalgoals.org>

FORMATION CONTINUE

DIPLOMÉS POSTGRADES

Au semestre d'automne 2021, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Vocational Education & Training Between Poverty Alleviation and Economic Development (13-17.9)
- Planning and Monitoring of Projects (20-24.9)
- Impact Evaluation in Practice (4-8.10)
- Finanzmanagement von Projekten (26-29.10)
- Decolonizing Aid (1-5.11)
- The Private Sector and Development Organizations: Building Successful Alliances (15-17.11)
- Leveraging Private Impact Investors in Development Cooperation (23-24.11)
- Fraud and Corruption: Prevent, Detect, Investigate, Sanction (6-8.12)

Renseignements et inscriptions: nadel.ethz.ch

COUP DE CŒUR



À la chasse aux histoires à bicyclette

Vito Robbiani est réalisateur, producteur, journaliste vidéo, auteur de livres pour enfants, moniteur de ski et voyageur. Sur son vélo, il explore le monde avec lenteur et curiosité.

Une fois par an, je sors mon vélo de la cave et je me lance. Je connais le point de départ et celui d'arrivée. Le reste, c'est l'aventure. Si je me préparais, je ne laisserais aucune place à l'imprévu. En selle, je pédale et j'essaie de me laisser absorber par les images, l'environnement, l'atmosphère. À ce rythme, je rencontre souvent quelqu'un qui m'invite à manger ou à passer la nuit. Je m'immerge ainsi dans son quotidien. Lorsque j'en ressors, j'emporte avec moi quelques fragments. La caméra vidéo et le microphone qui m'accompagnent sont la clé pour entrer dans un monde pour moi jusque-là inexploré. Je me laisse guider par l'environnement pour dénicher des histoires à raconter, lesquelles deviendront des films documentaires ou des reportages radio. En 2019, j'ai fait le tour d'Israël avec un ami. Partis de Tel Aviv, nous avons visité Bethléem, Jérusalem, la mer Morte, le lac de Tibériade et Haïfa. Israël est une terre compliquée, un mélange de gens, de religions, de nationalités. En Cisjordanie, nous avons pédalé alors qu'il faisait plus de 40 degrés. Nous étions inconscients. La bicyclette n'est pas seulement un moyen de transport. C'est aussi un mode de vie. Lorsque vous êtes en selle, vous ne pouvez pas vous arrêter. Sinon, vous perdez l'équilibre. Il faut pédaler pour éviter de tomber. En restant immobile, on se fige sur des concepts et des idées qui obstruent la vue, comme si l'on portait des œillères. Lorsque vous commencez à voyager, vous abandonnez vos certitudes et la sécurité. Pendant quelques semaines, vous appuyez sur le bouton « reset » et, quand vous rentrez chez vous, vous affrontez la vie quotidienne avec un nouvel état d'esprit.

(www.mediatree.com, propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsabilité globale), Barbara Hell (coordination globale), Beat Felber, Luana Nava, Marie-Noëlle Paccolat, Charlotte Stachel, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Des familles nomades s'en vont chercher de l'eau à un puits, non loin d'une rivière asséchée dans le semi-désert situé entre Hargeisa et Burao, en Somalie. © Christoph Goedan/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

« En 2015, nous avons enfin convaincu nos partenaires d'activer les fonds d'aide avant la survenue d'un événement. »

Maarten van Aalst, page 14

« Je m'incline et la salue de la main en poursuivant mon jogging. Je ne peux m'empêcher de penser que c'est une véritable héroïne, qui travaille pour le bien des autres. »

Ines Sothea, page 25

« La plupart du temps, je ne comprends pas ce qu'ils me disent. Et je crois qu'eux non plus ne me comprennent pas. »

Hossain Ahmed, page 35
